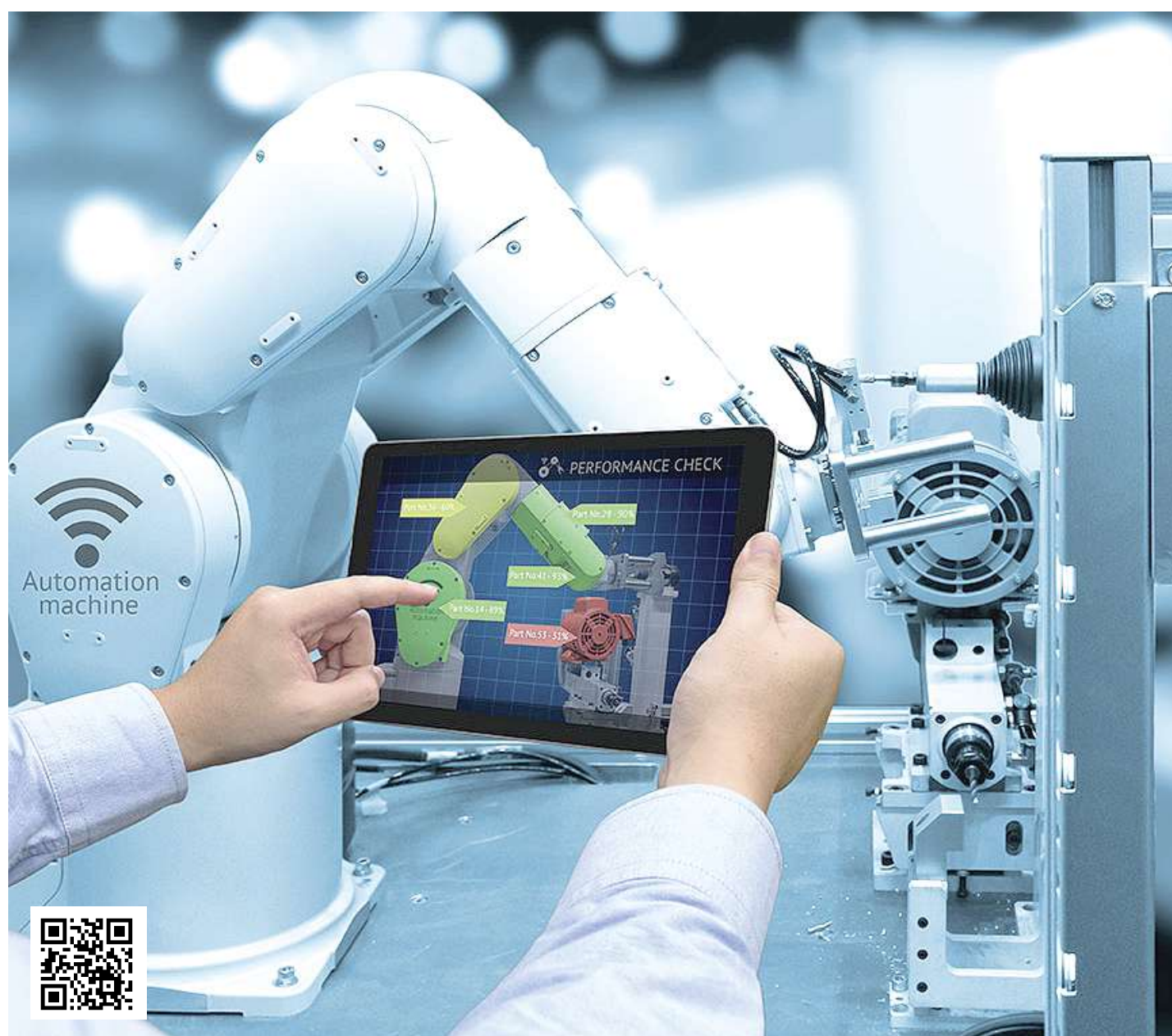


INDUSTRIE

Les entreprises appelées à adopter l'intelligence économique et artificielle

La croissance économique nécessite une vigilance stratégique et un suivi de ce que se passe dans l'environnement. À cet effet, les entreprises économiques se doivent d'adopter l'intelligence économique et artificielle que le monde utilise actuellement. Le Directeur général de la vigilance stratégique, études et systèmes d'informations au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Bachir Kechroud, a affirmé que ces nouveaux instruments offerts, dont l'intelligence artificielle, permettent un gain du temps dans la prise de la bonne décision. P 3



ALGÉRIE-MAURITANIE

Les deux postes frontaliers bientôt opérationnels

Les deux postes frontaliers algéro-mauritaniens seront bientôt opérationnels. Le taux d'avancement des travaux de réalisation des deux postes frontaliers terrestres avoisine les 99%, ce qui permet de les réceptionner bientôt, annonce le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, depuis Tindouf.

P 2

AUGMENTATION DES SUPERFICIES DÉDIÉES À LA CÉRÉALICULTURE

Toutes les conditions réunies pour atteindre l'objectif fixé



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a affirmé, samedi à Alger, que «toutes les conditions étaient réunies pour atteindre l'objectif visant à porter les superficies dédiées à la céréaliculture à 3 millions d'hectares, notamment après la mise à disposition par l'Etat des semences et des engrais».

P 5

COP2

De profondes divergences se font jour sur les combustibles fossiles

Les négociateurs de la conférence sur le climat COP28 de Dubaï sont restés très éloignés les uns des autres sur le rôle futur des combustibles fossiles, dimanche, alors que les discussions du sommet de Dubaï entraient dans leur phase finale. La question de savoir si le monde devrait, pour la première fois, se mettre d'accord sur la fin de l'ère du pétrole a été au cœur de la conférence internationale où près de 200 pays tentent de trouver une solution au changement climatique.

P 4

CONFÉRENCE ARABE DE L'ÉNERGIE
ET 111^e RÉUNION DE L'OPAEP

**Le ministre
de l'Énergie dès
aujourd'hui à Doha** P4

ENTRÉE EN PRODUCTION DE NOUVEAUX
CHAMPS GAZIERS AVANT LA FIN
D'ANNÉE

**L'Algérie augmente
sa production
de 4 milliards m³** P16

STATION DE DESSALEMENT DE L'EAU
DE MER DE CAP BLANC (ORAN)

**Entame de la réception
des équipements
prochainement** P6

MONDIAUX
(VOVINAM/KICK
BOXING)

**Baddari
distingue les
étudiants sacrés**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a procédé, samedi, à la distinction de cinq (5) étudiants, sacrés lors du championnat mondial de Vovinam, qui a eu lieu dernièrement au Vietnam, et du championnat mondial de Kick Boxing, abrité par l'Italie.

A cette occasion, les étudiants: Timtaoucine Adel, Khichen Mohamed, Hal-faoui Narimane, Dehamchi Fairouz et Boussafsaf Farid, ayant décroché trois (3) médaille d'or, deux (2) médailles d'argent et deux autres de bronze, ont été distingués. Dans une déclaration à la presse, M. Baddari a indiqué que la cérémonie de distinction "est une occasion pour exprimer la fierté des réalisations de ces étudiants", estimant que cet exploit "prouve l'excellence de l'Algérie dans ces deux disciplines".

Le ministre a rappelé, par ailleurs, le soutien et l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au sport universitaire qui se veut, a-t-il dit, "un réservoir de l'élite nationale".

Il a, en outre, fait part du lancement, lundi prochain à Tamanrasset, d'un premier rassemblement national hivernal pour assurer "la cohésion et la solidarité entre les étudiants algériens venant de différentes régions du pays, et former une élite sportive universitaire qui prendra part aux compétitions nationales et internationales".

ALGÉRIE-MAURITANIE

Les deux postes frontaliers bientôt opérationnels

Les deux postes frontaliers algéro-mauritaniens seront bientôt opérationnels. Le taux d'avancement des travaux de réalisation des deux postes frontaliers terrestres avoisine les 99%, ce qui permet de les réceptionner bientôt, annonce le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, depuis Tindouf.

Par Slimane T.

Inspectant les travaux du projet, au terme d'une visite de travail dans cette wilaya frontalière, M. Merad a précisé que "le projet des deux postes frontaliers terrestres algéro-mauritaniens en était aux dernières retouches, en prévision de leur inauguration avant la fin de l'année en cours".

Il s'agit de «postes frontaliers très prometteurs pour les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie», a estimé le ministre, arguant que «l'Algérie a pris en charge les travaux de réalisation de ces deux ouvrages dans le cadre de la relation de coopération et de bon voisinage unissant les deux pays frères, au titre de la stratégie adoptée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dont nous commençons aujourd'hui à cueillir les fruits».

Il a ajouté que ce projet, réalisé dans un court laps de temps par des Algériens, «permettra la création de la zone de libre-échange annoncée par le président de la République», soulignant que «les projets d'envergure réalisés dans la wilaya de Tindouf, à l'instar de l'exploitation de la mine de Gara Djebilet et la ligne de chemin de fer, sont de nature à insuffler une dynamique sans précédent dans cette région». «Tindouf deviendra un pôle économique exceptionnel grâce à la politique judicieuse du président de la République», a-t-il soutenu. Inspectant l'avancement des travaux de réalisation de ce projet, qui a coûté à l'Etat une enveloppe financière de plus de 3,5 milliards de DA, la délégation ministérielle a écouté un exposé sur l'état d'avancement des travaux et les différentes étapes de réalisation.

Les postes frontaliers terrestres algéro-maurita-

niens sont bien plus que de simples infrastructures ; ils symbolisent la collaboration fructueuse entre deux nations voisines. L'achèvement imminent de ce projet ouvre de nouvelles portes pour le développement économique et la prospérité de la région, surtout avec la finalisation prochainement d'une route de 700 km reliant Tindouf à Zouerate (Mauritanie). Les échanges commerciaux entre les deux pays vont s'accroître davantage. Ces postes frontaliers sont le témoignage de la vision stratégique du président de la République, qui cherche à promouvoir le développement régional et à renforcer les liens avec ses voisins. L'inauguration prochaine de ces postes frontaliers marquera un moment historique pour les deux pays et ouvrira la voie pour les opérateurs algériens à aller conquérir des parts dans la région de la CEDAO.

CRÉATION DE COOPÉRATIVES AGRICOLES

Réalisation d'un premier guide technique en Algérie

Un guide technique a été réalisé en collaboration avec le Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables et le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural), avec l'appui de l'Agence de Coopération Allemande au Développement (GIZ), dans le cadre du projet «Protection de l'Environnement et de la Biodiversité du Littoral Algérien (PEBLA)».

Ce guide technique est dédié au processus de création de coopératives agricoles, exerçant dans les filières de Plantes Aromatiques et Médicinales (PAM) et de l'Apiculture. Fruit d'une collaboration entre divers intervenants, ce manuel pratique a pour objectif de dynamiser activement le système coopératif agricole en Algérie. Tirant parti

de l'expérience du projet PEBLA, ce guide fournit un ensemble d'informations essentielles pour simplifier la création et la gestion des coopératives agricoles, assurant ainsi leur viabilité économique. Il met en évidence les caractéristiques de la coopérative agricole et les étapes nécessaires à la mise en place de ce modèle organisationnel, fournissant aux futurs membres une compréhension approfondie ainsi qu'une mise à jour des aspects réglementaires, administratifs, financiers et techniques. Ce guide se présente comme un manuel simplifié pour la création et le fonctionnement des coopératives. Bien que non exhaustif, le guide aspire à devenir un outil essentiel pour tous les acteurs/rices du sec-

teur agricole, tant au niveau central que local, ainsi que pour les utilisateurs/rices des PAM et les apiculteurs/trices. En résumé, il se veut un compagnon précieux pour

tous ceux qui cherchent à promouvoir et à développer de manière durable la ressource biologique terrestre.

R E.

ALGER

Un incendie déclaré dans un entrepôt

Un incendie a été déclaré, hier matin, dans un entrepôt de stockage de matières premières pour l'industrie de la chaussure à Hraoua (Rouiba), a indiqué la Protection civile dans un communiqué. « Les services de la protection civile se sont intervenus à 04h06 minutes pour éteindre un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'un entrepôt de stockage

de matières premières pour l'industrie de la chaussure, au quartier El Beyadha, commune de Hraoua (Rouiba), sans enregistrer de victimes», lit-on dans un communiqué. La Protection Civile a indiqué avoir déployé six camions de pompiers et d'une ambulance pour la maîtrise cet incendie.

HÉBERGEMENT DE SITES WEB AU PROFIT DES MÉDIAS NATIONAUX

Algérie Télécom adopte d'importantes baisses tarifaires

Algérie Télécom (AT) a annoncé avoir adopté des réductions sur les tarifs d'hébergement des sites web au profit de l'ensemble des médias nationaux, en application des mesures décidées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la remise du prix du Président de la République du journaliste professionnel, indique dimanche un communiqué de AT.

"Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures annoncées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la remise du prix du Président de la République du journaliste professionnel, visant à soutenir les médias nationaux, Algérie Télécom a adopté des réductions sur les tarifs d'hébergement des sites web au profit de l'ensemble des médias nationaux", précise le communiqué, soulignant

que "ces réductions varient entre 33% et 36% et sont accompagnées d'amélioration de la capacité". En outre, Algérie Télécom "offre aux médias la possibilité de choisir parmi sa gamme de packs de sécurité adaptés à leurs besoins pour assurer une sécurité optimale à leurs sites, avec des tarifs réduits", ajoute la même source. Algérie Télécom "s'engage à soutenir les professionnels du secteur de la presse en

leur offrant des services d'hébergement à des tarifs compétitifs, de manière à contribuer ainsi au développement du champ médiatique national". En ce sens, elle "invite les médias nationaux découvrir les détails de ces offres via notre site web : www.algerietelecom.dz ou en contactant : hebergement-corporate@algerietelecom.dz", indique la même source.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

INDUSTRIE

Les entreprises appelées à adopter l’intelligence économique et artificielle

Face aux changements climatiques et au recul drastique de la pluviométrie, la réutilisation des eaux usées épurées devient une nécessité. D’ailleurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait fixé l’objectif d’augmenter la récupération de ces eaux à hauteur de 60% d’ici 2030.

Par Sirine R

Le Directeur général de la vigilance stratégique, études et systèmes d’informations au ministère de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Bachir Kechroud, a affirmé que ces nouveaux instruments offerts, dont l’intelligence artificielle, permettent un gain du temps dans la prise de la bonne décision. L’avènement du Big data et de l’intelligence artificielle (IA) en 2023, impacte d’ores et déjà l’ensemble des sphères des sociétés contemporaines. L’intelligence économique (IE) en tant que discipline, tout particulièrement dans une perspective managériale, ne fait pas exception à la règle. L’IA par sa capacité à traiter des données de masse en un temps record, peut être l’un des futures outils privilégiés du veilleur, de l’analyse, du communicant d’influence ou encore du spécialiste de la Business intelligence (BI). « L’IA va modifier en profondeur les modèles économiques des entreprises, tous les secteurs, toutes les industries, y compris les plus petites entreprises vont être impactés par cette mutation. Et à l’échelle des nations, la combinaison IE et IA est considéré comme un levier de croissance économiques et de pouvoir, en sachant que ce sont les entreprises qui sont au cœur de l’action écono-

mique et que la mondialisation procède en grande partie des décisions managériales des entreprises», lit-on dans un document rendu public par les organisateurs des travaux des journées scientifiques sur "l’intelligence scientifique à la lumière de l’intelligence artificielle", organisées par l’Ecole supérieure de l’économie à Oran, du 9 au 11 décembre en cours. Pour sa part, M. Mohammed Senoussi, universitaire au Danemark et membre fondateur au conseil national de l’intelligence artificielle, a souligné que «l’intelligence artificielle devra changer totalement le mode de vie à l’avenir», ajoutant que «l’Algérie lui accorde une grande importance». Il a, en outre, indiqué que le Conseil comprend des membres de l’intérieur et de l’extérieur du pays, qui travaillent à élaborer une feuille de route et à étudier les priorités dans lesquelles investir en matière d’intelligence artificielle, ajoutant que l’agriculture, la santé et l’énergie sont considérés comme des priorités dont la mise en œuvre a été lancée dernièrement. Par ailleurs, en matière de diplomatie économique, le représentant du ministère de l’Industrie, Kechroud a déclaré à la presse, en marge de la cérémonie d’ouverture de cette rencontre, que «la diplomatie économique est devenue un outil puissant sur lequel s’ap-

puient les pays pour accéder aux marchés étrangers», ajoutant que «l’Algérie a adopté le concept de diplomatie économique dans sa politique de recherche d’opportunités d’accès aux marchés étrangers». Il a ajouté que les spécialistes définissent la diplomatie économique comme l’utilisation par un Etat de ses capacités économiques pour influencer d’autres pays et orienter son comportement politique dans le sens qui sert l’intérêt national de ce pays. La rencontre a réuni des spécialistes, des experts et des opérateurs économiques aux niveaux national et international et s’inscrit dans le cadre des recommandations des autorités suprêmes du pays et du ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour contribuer à dessiner les contours de la stratégie nationale de l’intelligence économique, d’une part, et d’œuvrer à l’actualisation et à l’audit des contenus des nouvelles spécialités que l’Ecole lui propose, notamment celles liées à l’intelligence économique, selon la directrice de l’Ecole supérieure d’économie d’Oran, Khalisa Se-maoune. En marge du forum, l’Ecole supérieure d’économie et le groupe des sociétés Hasnaoui ont signé un accord qui vise à adapter le contenu d’enseignement de cette école avec les besoins de la société.

FINANCES

Faid préside une réunion avec les cadres du secteur

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé samedi à Alger, une réunion de coordination, rassemblant les cadres du secteur des finances, dans l’objectif d’évaluer la mise en œuvre des décisions précédentes et de définir de nouvelles orientations pour renforcer la gouvernance et accroître la transparence. Au cours de cette réunion, tenue au siège du ministère des Finances, « plusieurs points clés ont été abordés, mettant en avant l’engagement de département en faveur d’une gouvernance transparente, d’une communication renforcée et d’une efficacité accrue pour servir au mieux l’intérêt public », précise le ministère dans un communiqué. Les points clés examinés au cours de cette réunion comprenaient notamment le renforcement de l’éthique professionnelle, selon le communiqué soulignant sur ce point que « des mesures ont été prises par toutes les structures du ministère des Finances pour promouvoir l’assiduité, l’exemplarité et l’obligation d’informer pour tout déplacement ». Des campagnes de communication et de vulgarisation ont été également programmées pour diffuser ces directives, ajoute la même source. La réunion a évoqué aussi la transparence dans l’accès aux postes et fonctions supérieurs, d’après le communiqué expliquant qu’« un processus transparent et équitable pour les candidatures aux postes supérieurs est mis en place, d’une manière progressive,

garantissant ainsi l’équité et la célérité des procédures ». S’agissant de l’amélioration de la gouvernance du secteur, la réunion a mis l’accent sur l’importance d’organiser des réunions de coordination périodiques, par chaque structure, dans l’optique d’améliorer la collaboration et l’harmonisation des actions et d’assurer un suivi régulier des différentes décisions prises. Dans ce cadre, le ministre a appelé chaque directeur général à mettre en place ce dispositif de gouvernance comprenant des réunions périodiques avec son équipe et, si nécessaire, avec les services extérieurs et les directions régionales via visioconférence. « Ces réunions seront sanctionnées par des compte rendu et serviront de base pour l’évaluations des actions au niveaux central et régional », souligne-t-on. Dans le même contexte, M. Faid a exhorté les cadres du secteur à proposer des actions en mesure d’accroître et de renforcer la politique de communication du ministère des Finances notamment par la publication de revues spécialisées. En effet, et dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministre, plusieurs structures à l’instar de la Direction générale du budget produisent, aujourd’hui des revues régionales spécialisées de qualité qui peuvent être consultés via leurs sites web, rappelle la même source. Par ailleurs, l’état d’avancement de la numéri-

sation au sein de chaque structure a été abordé lors de cette rencontre. A ce sujet, le ministre a mis en évidence l’importance « cruciale » de migrer vers des processus numériques modernes afin d’améliorer l’efficacité opérationnelle et de faciliter les échanges avec les citoyens et les acteurs économiques. Il a spécifiquement mentionné les progrès significatifs réalisés par les structures du ministère des Finances dans ce domaine. M. Faid a, également, abordé le lancement imminent du data center du ministère des Finances, qui représente « une étape majeure dans la stratégie de numérisation du secteur, renforçant son infrastructure technologique pour une gestion efficace et sécurisée des données ». « Cette initiative est un pas concret vers une modernisation accrue des services offerts par le ministère, démontrant l’engagement envers l’innovation et l’amélioration continue », insiste-t-il. A l’issue de cette réunion, « le ministre a salué l’engagement et l’enthousiasme démontrés par les hauts cadres du secteur envers ces initiatives capitales, tout en mettant en lumière l’importance de ces efforts collectifs, soulignant qu’ils contribueront sans aucun doute à renforcer la performance du ministère et serviront au mieux les intérêts du pays », selon le communiqué.

R E

TIMIMOUN

Signature de trois conventions entre TotalEnergies-Algérie et trois secteurs d’activité

Trois conventions de coopération ont été signées par l’entreprise TotalEnergies-Algérie et les secteurs de l’Education, de la Formation professionnelle et des Transports à Timimoun pour mettre à leur disposition des équipements nécessaires à leurs activités, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Retenues au titre du programme d’investissement social de l’entreprise TotalEnergies, ces conventions, paraphées en présence des autorités locales et des responsables de l’entreprise TotalEnergies, portent sur la dotation des secteurs précités en moyens matériels nécessaires à leurs activités dans le but de contribuer au développement local dans la wilaya de Timimoun, a-t-on expliqué lors de la cérémonie de signature. Intervenant à cette occasion, le wali de Timimoun, Benamar Souna, a souligné que cet "ambitieux programme social" devrait contribuer au développement de la région, avant d’émettre le souhait de voir cette initiative reconduite au profit d’autres secteurs, dont la santé et l’action sociale. Pour sa part, le Directeur général de l’entreprise TotalEnergies-Algérie, Moufdi Zakaria Cheikh, a affirmé que la convention paraphée avec le secteur de l’Education consiste en l’équipement des salles scolaires "modèles" dans le cycle primaire, en moyens pédagogiques et didactiques répondant aux besoins des scolarisés. Selon le même responsable, l’entreprise prévoit également, en vertu de la convention signée avec le secteur de la Formation professionnelle, la dotation du laboratoire des énergies renouvelables du Centre de formation de Timimoun en équipements techniques nécessaires pour renforcer la filière de l’entretien et la maintenance des plaques photovoltaïques nouvellement ouverte au Centre de formation dans le cadre des efforts d’appui à l’orientation de transition énergétique et de développement de l’énergie propre prônée par l’Algérie. La 3ème convention paraphée avec le secteur des Transports porte sur la mise à la disposition des motocyclistes d’un lot de 300 casques de protection, en plus de l’organisation, avec le concours de la délégation de la sécurité routière de la wilaya, d’une campagne "Un casque pour la vie" pour vulgariser la sécurité routière. L’entreprise Total Energies-Algérie opère dans la région gazière de Hassi-Barouda, en exploitation depuis 2018, conjointement avec les sociétés Sonatrach et Cepsa.

CONFÉRENCE ARABE DE L'ÉNERGIE ET 111^E RÉUNION DE L'OPAEP

Le ministre de l'Énergie dès aujourd'hui à Doha

Par Sirine R.

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, participera, à partir de ce lundi, à la 12^e Conférence arabe de l'énergie dans la capitale qatarie, Doha, et à la 111^e réunion du Conseil des ministres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP). Selon un communiqué du ministère, le ministre sera accompagné des présidents généraux de Sonatrach et de Sonelgaz, ainsi que des cadres du ministère et des deux sociétés. Un certain nombre de ministres et responsables spécialisés dans l'énergie des pays arabes participent à la douzième édition de cette conférence (11 et 12 décembre) placée sous le slogan « Énergie et coopération arabe », sous le haut patronage de Son Altesse Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, émir du État du Qatar. La 12^{ème} Conférence arabe de l'énergie devrait discuter d'un certain nombre de dossiers importants pendant deux jours, notamment les développements internationaux sur les marchés mondiaux de l'énergie et leurs implications pour le secteur énergétique arabe, en plus des sujets liés à l'énergie, à l'environnement et à la durabilité. Le ministre de l'Énergie et des Mines participera également, ajoute la même source, en marge de la 12^{ème} Conférence arabe de l'énergie, à la 111^{ème} réunion du Conseil des ministres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), qui abordera un ensemble de sujets liés à le travail et les activités de l'organisation, comme l'examen des derniers développements liés à la mise en œuvre des décisions du Conseil des ministres liées au développement et à la restructuration du travail de l'organisation, au développement des systèmes informatiques au sein de l'organisation et à la formation, en plus des rapports préparés par le Secrétariat général de l'OPAEP sur la situation mondiale du pétrole et du gaz et autres. L'Algérie présidera la première session technique intitulée « Les sources d'énergie dans les pays arabes et dans le monde », qui discutera d'un certain nombre de documents de recherche, notamment « Le pétrole et le gaz naturel dans les pays arabes et dans le monde », présentés par l'OAPEC, et « L'avenir de l'énergie nucléaire dans les pays arabes », présenté par le directeur général de l'Autorité arabe de l'AIEA pour l'énergie atomique, et tiendra plusieurs séances de travail avec ses homologues, les ministres arabes participant à cette conférence.

ENERGIE

Accords et découvertes... une année prolifique pour le secteur

Le secteur énergétique a connu en 2023 une année exceptionnelle, marquée notamment par la signature de plusieurs accords avec des firmes internationales et des découvertes d'hydrocarbures permettant au pays d'augmenter ses recettes d'exportation et de disposer de réserves stratégiques pour l'économie nationale.

Par R E

Les orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier conseil des ministres de l'année 2022, celles "d'œuvrer à hisser le niveau de production de gaz, en vue de préserver la moyenne nationale de consommation, d'une part, et de renforcer l'exportation, d'autre part, en exécution des engagements pris par l'Algérie vis-à-vis de ses partenaires étrangers" ont été ainsi concrétisées en 2023. L'année s'achève en effet avec un bilan riche en réalisations pour le secteur de l'Energie, comprenant la conclusion de plusieurs accords signés par la Sonatrach avec des firmes mondiales, portant sur divers domaines de coopération en lien avec les hydrocarbures et qui confirment le rôle de la compagnie nationale comme fournisseur fiable d'énergie. Selon l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (AL-NAFT), Sonatrach a signé, durant l'année 2023, dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, des contrats avec six compagnies mondiales, à savoir Eni, Occidental Petroleum, TotalEnergies, Sinopec et Pertamina, alors que des négociations avec des compagnies majeures sont en cours pour la conclusion d'autres contrats.

Un nouveau gazoduc et câble électrique sous-marin avec l'Italie

Parmi les importants accords signés également en 2023, ceux signés par le groupe Sonatrach et le groupe Italien "ENI" à Alger, portant sur l'augmentation des appro-

visionnements en gaz et la réduction des émissions. Des accords stratégiques bilatéraux ont été notamment signés, en présence du Président Tebboune, et de la présidente du Conseil des ministres italien, Mme Giorgia Meloni, qui effectuait en visite en Algérie, et consistent en la réalisation d'un nouveau gazoduc pour transporter du gaz naturel et alternativement de l'hydrogène et de l'ammoniac bleu et vert, ainsi que la pose d'un câble électrique sous-marin et l'extension de l'actuelle capacité de liquéfaction du gaz naturel. «C'est un projet d'extrême importance qui érigera l'Italie en hub de distribution des produits énergétiques vers l'Europe», avait alors souligné le président de la République, en parlant du projet du nouveau gazoduc. Dans le domaine de la commercialisation, d'importants contrats de livraison de gaz ont été aussi concrétisés en 2023. Il s'agit, entre autres, de l'accord signé par Sonatrach avec la compagnie chinoise Wanhua Chemical sur l'approvisionnement en gaz de pétrole liquéfié (GPL) du complexe pétrochimique de Wanhue en Chine. Sonatrach a également signé, durant l'année qui s'achève, un accord important avec la société turque Botas, portant sur la vente et l'achat de gaz naturel liquéfié (GNL) destiné au marché turc pour une durée de 3 ans. En outre, la compagnie nationale a concrétisé en juillet 2023 sa première livraison de GNL à Eni, au nouveau terminal de regazéification flottant de Piombino en Italie, livrée par un méthanier détenu par la filiale Hyproc, ouvrant ainsi des perspectives d'accroître les volumes gaziers vers ce nouveau terminal. L'année

2023 se termine, en outre, avec la reprise des activités de Sonatrach en Libye. Pour ce qui est des découverts, la compagnie a annoncé la réalisation de 10 nouvelles découvertes de gisements d'hydrocarbures, s'ajoutant aux 16 autres concrétisées en 2022, des découvertes qui confirment l'important potentiel en pétrole et gaz que recèle le pays et les efforts consentis en matière d'exploration et de renouvellement des réserves. Fin 2022, s'agissant du gaz, le Président Tebboune avait relevé la nécessité de multiplier les découvertes afin de porter le volume des exportations d'environ 53 Mds M3 actuellement à près de 100 Mds M3 à terme. Au titre des recettes des exportations, l'Algérie a enregistré, à fin septembre 2023, environ 38 milliards dollars et devraient atteindre, selon les prévisions du gouvernement, les 48 milliards de dollars à la fin de l'année. Par ailleurs, d'importantes infrastructures énergétiques ont été réceptionnées, dont le Centre de stockage et de distribution de carburants de Sidi Bel Abbes, d'une capacité de 180.000 m3, assurant l'autonomie en carburants de 30 jours pour la région Ouest et Sud-Ouest du pays. Et afin de réussir la transition énergétique, plusieurs projets ont été engagés en 2023, dont le lancement de l'avis d'appel d'offres par le groupe Sonelgaz pour la production de 2.000 MW d'électricité solaire photovoltaïque. Cette consultation comprend la réalisation de 15 centrales solaires à travers 12 wilayas avec une puissance unitaire qui varie entre 80 et 220 MW, outre la réalisation d'installations de raccordement au réseau d'électricité.

COP2

De profondes divergences se font jour sur les combustibles fossiles

Les négociateurs de la conférence sur le climat COP28 de Dubaï sont restés très éloignés les uns des autres sur le rôle futur des combustibles fossiles, dimanche, alors que les discussions du sommet de Dubaï entraient dans leur phase finale. La question de savoir si le monde devrait, pour la première fois, se mettre d'accord sur la fin de l'ère du pétrole a été au cœur de la conférence internationale où près de 200 pays tentent de trouver une solution au changement climatique. Une coalition de plus de 80 pays, dont les États-Unis, l'Union européenne et de petites nations insulaires, s'est efforcée d'obtenir un accord prévoyant l'élimination progressive du pétrole, du gaz et du charbon, mais elle s'est heurtée à une vive opposition de la part du groupe des producteurs de pétrole, l'OPEP, et de ses alliés. Le 6 décembre, l'OPEP a adressé une lettre à ses membres et à ses alliés pour leur demander de s'opposer à toute formulation ciblant les combustibles fossiles dans l'ac-

cord de la COP28, et les négociateurs ont déclaré à Reuters que ces délégations semblaient tenir compte de l'appel. "Je pense qu'il y a encore des positions bien ancrées", a déclaré Adam Guibourgé-Czertwyski, vice-ministre polonais du climat, qui dirige la délégation du pays à la COP28. "Nous approchons de la fin, en termes de temps alloué aux négociations. Mais nous n'en sommes pas encore au résultat final". L'Arabie saoudite, premier producteur de l'OPEP et leader de facto, ainsi que la Russie et d'autres pays, ont fait valoir que la COP28 devrait se concentrer sur la réduction des émissions, et non sur le ciblage des sources de carburant qui en sont à l'origine. Le principal envoyé climatique de la Chine, Xie Zhenhua, a déclaré samedi que l'accord de la COP28 ne pourrait être considéré comme un succès que s'il incluait un accord sur les combustibles fossiles, sans toutefois préciser si Pékin soutiendrait un accord d'élimination progressive. Il a déclaré

que la COP28 avait été le sommet climatique le plus difficile de sa carrière.

Les pays s'accordent sur une série d'engagements

La dernière version du texte de négociation, publiée vendredi, montre que les pays envisagent encore toute une série d'options, allant d'une "élimination progressive des combustibles fossiles conformément aux meilleures données scientifiques disponibles" à une élimination progressive des "combustibles fossiles sans modération", en passant par l'absence de toute mention. L'abandon des combustibles fossiles signifie généralement la réduction de leur impact sur le climat, soit en capturant et en stockant leurs émissions de dioxyde de carbone, soit en utilisant d'autres moyens de compensation. Le piégeage du carbone est coûteux et n'a pas encore fait ses preuves à grande échelle.

Synthèse Agence

AUGMENTATION DES SUPERFICIES DÉDIÉES À LA CÉRÉALICULTURE

Toutes les conditions réunies pour atteindre l'objectif fixé

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a affirmé, samedi à Alger, que «toutes les conditions étaient réunies pour atteindre l'objectif visant à porter les superficies dédiées à la céréaliculture à 3 millions d'hectares, notamment après la mise à disposition par l'Etat des semences et des engrais».

Synthèse S R/Agence

Présidant une réunion de travail avec les cadres du secteur, consacrée au débat et à l'évaluation des différents programmes sectoriels, notamment en ce qui concerne la campagne des Labours-Semailles 2023-2024, ainsi que le système de régulation des produits agricoles à forte consommation, le ministre a appelé les directeurs des services agricoles à « assumer leurs responsabilités et à travailler sur le terrain » pour atteindre l'objectif d'élargir à 3 millions d'hectares, les superficies dédiées à la culture de blé dur et tendre et d'orge, objectif « souligné par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment lors des assises nationales d'Agriculture ». Même si la campagne des Labours-Semailles de cette année a enregistré un « retard », cet objectif « ne sera pas remis en question », selon le ministre qui a donné des instructions pour rattraper le retard dans un délai d'« un mois ».

Dans ce contexte, M. Cherfa a salué les « décisions historiques » prises par le président de la République au profit du secteur agricole depuis 2020, que ce soit en termes de dispositifs de soutien et d'accompagnement en faveur des agriculteurs et des éleveurs ou de facilitations prévues en faveur des investisseurs, affirmant que ces décisions avaient permis de répondre aux principales préoccupations dont souffrent les agriculteurs. Il a, également, souligné l'importance de « rectifier » certains objectifs, la méthodologie de travail et les délais propres à chaque dossier au niveau de son département ministériel, tout en intensifiant les efforts pour accélérer le rythme de réalisation et le suivi minutieux et sur le terrain, notamment l'accompagnement de l'agriculteur dans le processus de production.

D'autre part, le ministre a souligné la nécessité de travailler à l'extension des superficies consacrées à la culture des légumineuses sèches à 150.000 hectares, et d'atteindre les 45.000 hectares de superficies consacrées au tournesol pour les plantes oléagineuses, avec le lancement du programme de production de betterave sucrière dans le cadre des grands investissements dans les wilayas du Sud.

Le ministre Cherfa a, également, souligné dans son intervention la nécessité de travailler à l'extension d'un million d'arbres supplémentaires des plantations d'oliviers, et du programme de plantation d'un million de palmiers dattiers dans le cadre de l'augmentation des capacités de production dans ces deux filières. Concernant l'extension des superficies irriguées,

il a souligné la nécessité d'intensifier les efforts cette saison pour atteindre 1,6 million d'hectares dans le cadre du programme arrêté qui vise à atteindre 2,3 millions d'hectares en 2030, en travaillant à la mise en œuvre de la stratégie d'utilisation des eaux des stations d'épuration, ainsi que la poursuite de l'extension de l'énergie électrique et l'intensification du programme de forage de puits, notamment dans le Sud, pour accompagner les grands investissements. Dans ce cadre, M. Cherfa a révélé que le cadre juridique relatif à la création d'un couloir vert spécifique aux grands investissements agricoles dans le Sud, au niveau de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes, pour faciliter l'obtention par les investisseurs du foncier agricole, des permis de forage de puits et du raccordement à l'électricité, sera publié avant la fin de l'année 2023 après son examen au niveau du gouvernement.

Il a, en outre, appelé à travailler à un meilleur accompagnement des exploitations agricoles pilotes, rappelant l'importance de l'opération de recensement général de l'agriculture qu'il a qualifiée de « stratégique » pour l'économie nationale, de par sa contribution à la mise à jour de toutes les données et informations relatives au secteur.

MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE Deux nouvelles marques obtiennent des autorisations d'importation

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a autorisé, deux nouveaux constructeurs automobiles, en l'occurrence GreatWall et Dongfeng, à importer des voitures neuves vers l'Algérie. Dongfeng commercialisera les modèles suivants : Aeolus Shine GS et Aeolus Shine Max ; Aeolus AX7, Aeolus énorme; Forthing T5L , Forthing SX5 et Rich 6 (Pick-up simple / double cabine / 4x2 / 4x4). Le constructeur a indiqué que le camion Dongfeng Captain W sera disponible à compter du janvier 2024, en deux versions, à partir de 1.900.000 DZD TTC. Le marché algérien verra également prochainement l'entrée de 9 voitures de la marque chinoise DONGFENG à travers le distributeur officiel de la marque AAC. Ces voitures sont actuellement commercialisées en Europe, notamment aux Pays-Bas et en Belgique. En Algérie, elles seront disponibles fin janvier ou début février 2024. Great-wall n'a pas encore dévoilé les modèles qu'il envisage d'introduire sur le marché local de l'automobile.

DGF

L'Algérie célèbre aujourd'hui la Journée internationale de la montagne

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, par le biais de la Direction générale des forêts (DGF), célébrera aujourd'hui lundi, la Journée internationale de la montagne, sous le thème: "Restaurer les écosystèmes de montagne", indique dimanche un communiqué de la DGF.

"Le 11 décembre, journée internationale de la montagne, est célébrée, chaque année, par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, à travers la Direction générale des forêts, (Point focal national pour le partenariat de la

montagne)", a précisé la même source. L'événement sera célébré, à travers le territoire national, sous le thème "restaurer les écosystèmes de montagne" et "correspond aux objectifs de l'initiative de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030", a fait savoir le communiqué.

"Le partenariat de la montagne, rappelons-le, est une alliance volontaire des Nations Unies qui œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des populations de montagne et pour la préservation des ressources naturelles existantes", a ajouté la DGF.

"L'importance et la fragilité de ces milieux naturels, nous oblige à les préserver, et à exploiter leurs ressources dans un cadre de développement durable, pour garder l'équilibre dans ces milieux qui constituent un réservoir de connaissances et une référence pour la recherche scientifique", est-il également mentionné dans le communiqué.

Dans ce contexte, la DGF a relevé que "malheureusement, les changements climatiques, les pratiques agricoles non durables, l'exploitation minière, l'exploitation forestière et le braconnage sont autant de facteurs qui nuisent à la biodiversité des montagnes".

De plus, "les changements dans l'utilisation des terres et l'occupation du sol, ainsi que les catastrophes naturelles, accélèrent la perte de la biodiversité et contribuent à créer un environnement fragile pour les communautés de montagne", a-t-on encore souligné dans le communiqué.

R E.

DISPONIBILITÉ DES PRODUITS PENDANT RAMADHAN 2024

Les mesures proactives du ministère

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a pris des mesures proactives visant à assurer la disponibilité des produits de large consommation pendant le mois de Ramadhan prochain, notamment à travers l'augmentation des capacités de production des unités de lait et de semoule et l'importation de viandes, a indiqué samedi à Alger le ministre du secteur, Youcef Cherfa.

Dans ce cadre, le ministre a annoncé l'augmentation prochaine du quota de certaines wilayas en poudre de lait destinée à la production de lait pasteurisé en sachet vendu à prix réglementé, avec l'entrée en activité de plusieurs nouvelles laiteries.

En effet, a-t-il dit, une nouvelle laiterie entrera en service dans la wilaya de Khenchela à la mi-décembre, tandis que le premier semestre de 2024 verra l'en-

trée en activité d'une laiterie (1 million de litres/jour) à Rouiba (Alger) et d'une autre (200.000 litres/jour) dans la wilaya de Bouira. Concernant l'approvisionnement du marché en semoule, les unités publiques de transformation fonctionneront à 100% de leurs capacités de production, contre 50% seulement auparavant, a annoncé M. Cherfa, affirmant la nécessité d'une programmation étudiée des arrêts techniques de ces unités.

Quant aux légumineuses, le ministre a fait part du lancement de la constitution du stock spécial Ramadhan, soulignant la nécessité de stabiliser le marché des haricots d'ici janvier 2024.

Après avoir assuré la disponibilité de la pomme de terre sur le marché et la constitution d'un stock de 25.000 tonnes pour le mois du jeûne, le ministre est revenu sur les mesures prises pour garantir la disponibilité des viandes durant le

mois sacré et tout au long de l'année, à travers la production locale mais aussi l'importation.

« L'importation restera de mise jusqu'à la relance de cette filière, d'autant que les autorisations ont été accordées aux intéressés », a-t-il ajouté. Selon les chiffres avancés lors de la réunion, une production locale de 30.000 tonnes de viandes rouges est prévue pour le Ramadhan prochain. Cette production sera renforcée par les viandes rouges en provenance des wilayas du Sud, l'importation de veaux destinés à l'abattage et l'importation de viandes rouges.

Pour réguler le marché, le ministère prévoit l'importation dans une premier temps de 60.000 tonnes sur trois mois (20.000 tonnes par mois). M. Cherfa a, en outre, précisé que le dossier de la disponibilité des produits agricoles pendant le mois de Ramadhan et tout au long de

l'année fera l'objet d'un suivi « minutieux ».

Le ministre a appelé les directeurs des services agricoles, des offices et des groupes économiques à prendre les mesures nécessaires « à temps » en matière de stockage ou de déstockage, en suivant le nouveau système de régulation des produits agricoles de large consommation afin d'éviter tout dysfonctionnement pouvant impacter le pouvoir d'achat du citoyen ou le revenu de l'agriculteur. Enfin, la réunion a permis de passer en revue les préparatifs liés au recensement général de l'agriculture, notamment en termes de ressources humaines, avec la mobilisation de près de 8.000 agents de recensement, superviseurs, contrôleurs, informaticiens et éléments d'appoint, pour le recensement de plus de 1,2 millions d'exploitations agricoles.

R E.

BÉJAÏA

Une croissance de 48% au terminal à Bois du port

Le terminal à Bois du port de Béjaïa a réalisé une croissance de 48% durant les dix premiers mois de l'année en cours, confortant ainsi sa position de leader national dans le créneau du traitement de bois, indique un bilan de l'Entreprise portuaire de Béjaïa (EPB), n'excluant pas l'éventualité de conclure l'exercice sur une performance record. Détenant déjà une part de marché de l'ordre de 55%, le terminal a traité de janvier 2023 à fin octobre de la même année, une jauge de 603.000 tonnes de bois avec un rendement moyen établi à 450 tonnes par équipe et par shift, a-t-on précisé, soulignant que le tonnage moyen par bateau a été estimé à pas moins de 4.500 tonnes. 142 navires dédiés ont ainsi fait escale à Béjaïa et traités dans des délais relativement rapide du fait de la dotation et de la logistique remarquable offerte sur les lieux, souligne la même source. La disponibilité de la logistique et la célérité dans l'accomplissement de diverses opérations en rapport (manutention, stockage, distribution) offre l'opportunité à l'accueil et au traitement des grands navires (60.000 tonnes), soutenu par l'existence sur place au port d'un tirant d'eau, allant de 08 à 12 mètres, relève le bilan. Le terminal s'étale sur une superficie de 7 hectares, pouvant accueillir 15.000 fardeaux de bois mis en gerbe sur trois niveaux.

STATION DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER DE CAP BLANC (ORAN)
Entame de la réception des équipements prochainement

La réception des équipements de la station de dessalement de l'eau de mer de Cap Blanc (ouest de la wilaya d'Oran) d'une capacité de 300.000 m3/jour, qui doit être réceptionnée fin 2024, sera entamée dans les prochains jours, a-t-on appris samedi du wali d'Oran, Saïd Sayoud.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection à cette infrastructure située dans la commune d'Ain El Kerma, M. Sayoud a annoncé la réception du premier lot d'équipements utilisés dans le traitement de l'eau de mer dont les pompes, s'effectuera la semaine prochaine et sera suivie par celle d'un autre lot en fin décembre en cours et celle du restant au début de l'année prochaine. Il a fait savoir que ces équipements seront installées en fin février ou au début du mois de mars prochains, ajoutant que le lancement de la phase des essais techniques est prévue en octobre de l'année prochaine. En outre, il a indiqué que les travaux se déroulent à une cadence accélérée suivant le calendrier fixé ce qui permettra de lancer les essais techniques en fin aout ou au début de septembre prochains. Le même responsable a précisé que le taux d'avancement des travaux de génie civil a dépassé 60 % alors que celui des travaux en général de ce projet pris en charge par les filiales du groupe Sonatrach que sont la Société algérienne d'énergie soutenue par la Société nationale de génie civil et de construction et l'Entreprise des grands travaux pétroliers, est de 38 %. Par ailleurs, M Sayoud a fait part du lancement de la pose de canalisations sur une distance de 8 kilomètres pour le transport de l'eau potable de la station vers quatre réservoirs de contenance globale estimée à 70.000 mètres cubes, notant que le taux d'avancement de ces travaux a dépassé 35 % pour être achevés au courant du premier semestre de l'année prochaine ou au début du second semestre. La station de dessalement de l'eau de mer, dont la



réalisation a été confiée à des entreprises algériennes à 100 %, sera réalisée dans un délai de 24 mois et devra être réceptionnée en fin 2024. Une fois mise en service, elle couvrira les besoins de la population de la partie-ouest de la wilaya en eau potable, à l'instar des dairas de Boutlélis et Ain Turck et des wilayas limitrophes dont Sidi Bel-Abbès, Mascara et Ain Té-

mouchent. à s'occuper de l'exploitation familiale spécialisée en arboriculture fruitière et élevage animal dans la région de Sidi Rabah, sur les hauteurs Mouzaia (Ouest). Il a particulièrement loué le « soutien de l'Etat » qui l'a « beaucoup aidé » dans le développement de son exploitation agricole.

TIARET

Mise en place d'une commission technique de suivi des projets de développement

Le wali de Tiaret Ali Bouguerra a annoncé samedi la création d'une commission technique de wilaya dont les missions seront dédiées au suivi, à la coordination et la mise en œuvre des projets au profit de la commune de Tiaret. Ce nouvel organe à caractère plurisectoriel vise à assurer, dans une démarche de complémentarité, l'efficacité du suivi des différents projets inscrits et lancés au chef-lieu de la wilaya, a précisé M. Ali Bouguerra à l'issue d'une rencontre avec les représentants de plus de 100 associations locales. Lors de ce conclave, le premier responsable de l'exécutif de la wilaya de Tiaret, qui a écouté les requêtes et

les propositions des représentants du mouvement associatif, relatives au développement local, a expliqué que la commission, qui comprend des directeurs exécutifs des différents secteurs d'activité, se réunira chaque semaine au siège de la commune. Elle aura pour tâches et missions d'identifier les priorités, a indiqué M. Bouguerra, qui a mis en relief la collégialité de la prise de décision avant la mise en œuvre des opérations qui seront projetés au profit de la commune chef-lieu de wilaya. Le premier responsable de l'exécutif de la wilaya a, en outre, révélé que l'année 2024 sera centrée sur deux axes. Le premier axe ciblera l'aménagement urbain, particulièrement le volet por-

tant sur la réhabilitation des voies de communication, l'éclairage public et la généralisation des panneaux de signalisation, ainsi que l'aménagement et la réhabilitation des 14 espaces verts de la capitale des Hauts-plateaux de l'Ouest. La plantation d'arbres d'ornement le long des axes routiers, tant ceux du réseau intra-muros que celui extra muros, figure également dans la nomenclature des opérations projetées au profit de la ville dans une démarche visant à conférer une belle esthétique à la cité chère au Chahid Ali Mâachi. Le second axe portera sur la mise en œuvre d'une vaste opération de réhabilitation devant concerner pas moins de 87 écoles primaires sur les 94 que

compte cette collectivité locale, réparties sur les différentes localités qui relèvent de sa tutelle administrative, a précisé la wali. Le coût global de cette opération est estimé à près de 9 millions de dinars, indique-t-on. Par ailleurs, M. Bouguerra a instruit les responsables de l'exécutif local à veiller à la concrétisation de ces opérations, qui seront lancées dans le but de conférer à la ville de Tiaret un visage d'une cité chef-lieu de wilaya. Dans le but d'assurer les conditions de la réussite de cette démarche, des instructions ont été données au P/APC et au chef de la daïra de Tiaret pour intensifier les rencontres de concertation avec le mouvement associatif local.

TINDOUF

Installation d'une cellule de suivi des projets du programme complémentaire

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a installé, samedi à Tindouf, une cellule technique multipartite chargée de suivi des projets suggérés au titre du programme complémentaire décidé par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune au profit de cette wilaya. Le programme complémentaire "tend à remédier aux carences accusées en termes de prise en charge urgente des attentes de la population selon une stratégie éclairée", a affirmé M. Merad lors d'une réunion de coordination sur ce programme, tenue au siège de la wilaya en présence des autorités locales, des représentants des assembles élus et de la société civile, dans le cadre de sa visite de travail en application des directives du président de la République. "Il appartient d'accorder, en application des directives du président de la République, lors de sa dernière visite à cette wilaya frontalière, tout l'intérêt escompté au développement local de cette région à l'instar des autres wilayas du pays pour une meilleure prise en charge des préoccupations des

populations du Sud du Pays", a-t-il souligné. L'on relève, à ce titre, que la wilaya de Tindouf s'est vue accorder ces dernières années un montant d'investissement de près de 38 milliards DA, dont une enveloppe de 28 milliards DA au titre du programme sectoriel décentralisé pour la réalisation de 123 opérations de développement, dont 33 opérations gelées. Les données fournies font ressortir que les communes de Tindouf et d'Oum-Laâssel ont, pour leur part, bénéficié, au titre des programmes communaux de développement (PCD), d'une enveloppe de trois (3) milliards DA, pour la réalisation de 140 opérations de développement, en sus d'un montant de sept (7) milliards DA accordé au titre de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. Le ministre a, à cette occasion, mis l'accent sur la nécessité d'exécuter et de suivre les instructions présidentielles portant mise en forme des mégaprojets dont a bénéficié la wilaya de Tindouf, dont l'exploitation du gisement minier de Gara-Djebilet et la réalisation de la voie ferrée Sud-ouest, dans le cadre des efforts tendant à "relancer un véritable développement à même de

consolider le potentiel économique du pays", a-t-il dit, avant d'appeler au respect des délais de réalisation impartis. M. Merad a, à ce titre, fait savoir que la question d'alimentation en eau, élément nécessaire pour la promotion du développement local, fait partie des préoccupations du président de la République qui a instruit l'entreprise Sonatrach d'entreprendre les démarches techniques nécessaires, en urgence, pour la prise en charge de ce volet. Mettant à profit cette visite, le ministre de l'Intérieur a suivi un exposé succinct sur les potentialités de cette wilaya et les suggestions formulées sur les besoins multisectoriels nécessaires de la population. Il a déclaré, à cet égard, que "l'Etat entend, à la faveur de ce programme, impulser un développement stratégique dans la wilaya de Tindouf pour en faire un portail sur les pays de l'Afrique de l'Ouest". Le ministre de l'Intérieur, s'est, au terme de cette réunion, félicité des efforts louables fournis pour la réalisation des deux postes frontaliers terrestres algéro-mauritaniens, qui figurent dans le programme de sa visite dans la wilaya de Tindouf.

Le livre, les marchés et l'éducation

Un évènement au Salon récent du livre international m'a incité à adresser la question. Pourquoi un marché du livre ? Sans un marché du livre, une société ne peut se penser et éprouver sa pensée d'elle-même et du monde.

Partie 1

DERGUINI Arezki (*)

Ce marché émerge de celui de l'éducation et se développe jusqu'à l'envelopper. Comme les autres marchés, il se construit dans une différenciation de l'offre et de la demande[1]. Or, nous allons voir que le colonialisme a rompu leur processus de différenciation et l'étatisme a embrayé sur une telle rupture de l'offre et de la demande. Le marché de l'éducation est d'abord un marché social, l'affaire de tout un village dans le passé, d'un village de spécialistes aujourd'hui, qui résulte d'une différenciation avec des institutions spécialisées, des professionnels et une production. Ce marché tourne mal lorsque la société s'en dégage. Car la société est dans ce marché, plus ou moins active. Ensuite, ce marché du livre qui germe dans le marché de l'éducation avant de pouvoir l'envelopper, est lui-même enveloppé par un marché mondial dans lequel il sera plus ou moins actif, dans lequel il assumera des échanges.

Le marché et le producteur collectif

L'offre et la demande sont l'une dans l'autre ; le marché, la société et la nature sont l'un dans l'autre. Il n'y a pas de marché décontextualisé, une formule du marché qui serait applicable partout et tout le temps. Il y a des marchés. Une demande n'est jamais indépendante d'une offre (symétrique ou asymétrique). La pensée économique mainstream les pense distinctes au départ pour les symétriser ensuite, les équilibrer selon la logique de la mécanique classique ensuite. Elle oppose statique et dynamique. La courbe de l'offre et celle de la demande de la science économique standard supposent un marché déjà constitué, alors qu'il est question de le constituer dans les formations postcoloniales. Leur différenciation ne sera pas prise en compte dans la dynamique du marché. La demande n'est plus dans l'offre, l'offre n'est plus dans la demande. Mais dans une économie émergente où on ne peut compter que sur des offres et des demandes en formation, les penser séparément, c'est rater les bases non marchandes de la dynamique du marché et les conditions de son essor. S'efforcer de les penser séparément au départ, c'est rater le marché, ne pas accompagner son essor et la dynamique sociale nécessaire à sa mise en place. Car le marché a une dimension non marchande : l'économie est dans la société et la société est dans l'économie, la nature est dans l'économie et l'économie est dans la nature. Société et économie, nature et économie, offre et demande s'engendrent mutuellement et se dépassent continuellement dans les processus du vivant et de l'accumulation. Elles ne gagnent en autonomie qu'une fois stabilisées. La production et l'échange s'interpénètrent. Il y a une identité de l'offre et de la demande, de la production et de la consommation, elles se différencient avec la division du travail. Elle est patente dans l'économie domestique, les producteurs consomment ce qu'ils produisent, elle est latente dans l'économie de marché. Dans l'économie domestique, la division du travail et le

collectif des travailleurs sont familiaux, domestiques. La production commence à se disjoindre de la consommation avec les échanges extérieurs (les marchés tribaux). Elle se dissocie progressivement de la consommation domestique au fur à mesure que le producteur spécialisera sa production, choisira de produire pour le marché plutôt que pour sa consommation, le marché lui permettant de mieux servir sa consommation (biens de consommation) et sa production (biens de production). L'échange est désormais dans la production et la consommation est dans l'échange.

Le producteur direct et le producteur collectif. Dans l'échange, le producteur préférera partager sa production avec d'autres producteurs pour partager avec eux une production et une consommation plus importante. Chacun prêterait plus d'attention et de soin à une production et l'ensemble des producteurs à un ensemble de productions. S'installe ainsi une division du travail entre régions et professions. Producteur extérieur au marché au départ, il se retrouvera complètement compris dans le marché lorsqu'il aura complètement renoncé à produire sa consommation. Il consommera et produira des marchandises produites par d'autres marchandises, la part de la production d'autrui dans sa production, du travail indirect dans son travail direct, ne cessant de s'accroître. Le producteur ne consomme plus seul, ne produit plus seul, un collectif de producteurs entoure sa production et sa consommation, il fait partie d'une puissance de consommation et de production. En tant que producteur marchand, il n'est qu'un producteur direct qui fait partie d'un producteur collectif duquel il dépend, en dehors duquel il n'existerait pas ; il n'est qu'un consommateur qui fait partie d'un consommateur collectif sans lequel il n'existerait pas. Derrière le marché, il y a une division du travail, il y a un producteur collectif. Mais séparer la production de l'échange, faire de l'échange le simple moyen de la division du travail dans la production des richesses, et ensuite considérer ce moyen comme anarchique, c'est vider l'économie de la société et de la vie. C'est étatiser, c'est croire que le plan étatique peut se substituer à l'échange des agents[2]. Dans la dynamique de différenciation de la production et de la consommation, c'est l'interpénétration de la production, de la consommation et de l'échange qui est décisive. Les séparer donc c'est rester en statique et ne pas entrer en dynamique. Préférence pour l'échange, préférence pour la coopération. C'est la préférence pour l'échange qui conduit le producteur à se transformer de producteur de sa consommation en membre d'un collectif producteur de sa consommation. Adam Smith ne dissocie pas la production de l'échange au contraire de K. Marx qui les dissocie pour ne prendre en compte que la production. On sait ce qu'il s'en est suivi de l'économie socialiste non marchande. C'est la préférence pour l'échange qui conduit le producteur indépendant à porter sa production au marché, qui anime la dynamique de différenciation et de séparation de l'of-

fre et de la demande. Mais aller jusqu'à dire que cette préférence est individuelle, qu'elle n'a nul besoin de coopération et de concertation pour se former, c'est tordre la barre de l'autre côté. Cette préférence suppose une autre préférence, celle de la coopération. On n'abandonne pas sa production et sa consommation à un collectif dans lequel on n'a pas confiance[3]. C'est dans la coopération, la concertation, l'imitation que se forme cette préférence. Si l'on ajoute que cette préférence pour l'échange suppose la spécialisation (on produit ce que l'on produit mieux que les autres), il faut ajouter la confiance dans la compétition. La préférence pour l'échange suppose donc une confiance dans la coopération, ou si l'on préfère, une coopération qui conforte par ses résultats. Nous sommes donc loin du marché de l'économie mainstream et des préférences des individus qui le structurent.

L'obligation de vendre sa force de travail. Avec l'accumulation primitive capitaliste (K. Marx) qui sépare le producteur de ses moyens de production, avec le colonialisme en Algérie qui exclut la société indigène de la propriété par la violence et en imposant l'institution coloniale de la propriété privée exclusive, la préférence pour l'échange ne joue plus. Le producteur prolétarisé n'échange plus son indépendance pour une certaine interdépendance avec d'autres producteurs. Il ne choisit pas les producteurs avec lesquels il va s'associer et compéter pour produire sa consommation. Le prolétaire est conduit de force au marché, il est obligé de vendre la seule marchandise dont il dispose : sa force de travail. Il n'a pas renoncé de lui-même à son indépendance vis-à-vis d'autres producteurs, il n'a pas choisi la position subalterne qui lui a été assignée dans le marché, dans le producteur collectif duquel dépend sa consommation. Enfin, le prolétaire qui n'a pas choisi son mode d'insertion dans le marché ne peut plus attacher sa consommation à sa production, mais à son salaire et développe une propension qui favorise la consommation immédiate.

Le travailleur et la préférence pour la consommation immédiate. Avec l'accumulation élargie du capital, la prolétarianisation, la violence de l'expropriation est le fait du marché, des entreprises apparaissent et d'autres disparaissent, des propriétaires deviennent prolétaires et inversement. C'est alors la préférence pour la consommation immédiate qui plombe le « producteur marchand indépendant » dans sa position subalterne. Le travailleur n'épargne pas, n'améliore pas son « capital humain », il ne peut pas s'associer à d'autres capitaux et faire entreprise ; l'entreprise n'épargne pas, n'innove pas et disparaît. Le travailleur collectif partie-prenante de la production et de la consommation. Pour sortir de l'état de subordination complète dans la production, favoriser la consommation future sur la consommation présente, le « producteur marchand indépendant » devra épargner pour s'associer d'autres capitaux ou d'autres producteurs pour améliorer son pouvoir de production et de négociation. Le travailleur s'orga-

nisera en travailleur collectif pour être une partie prenante consistante de la production, une force de production, une intelligence collective, et une force de négociation. Sous l'influence marxiste et la bienveillance libérale, les travailleurs se sont constitués en force de négociation. Ils veulent décider de la part de la production qui leur revient, mais pas de quelle production il faudra produire et consommer. Ici, le nombre importe ainsi que l'étendue de la syndicalisation. Mais ils ne s'organiseront pas en tant que consommateurs. La lutte de classes dans la production, mais pas dans le marché. Cependant avec le nouveau régime climatique, le travailleur est dans un devant un dilemme : que faire quand il faut consommer moins ? Il faut décider de la production et de la consommation, mais plus seulement de la part de la production qui ira à la consommation, cela afin que la réduction de la production ne nuise pas à une partie d'une population pour en épargner une autre. On le voit bien aujourd'hui, ce sont les travailleurs et les catégories les plus démunies qui sont le plus menacées d'appauvrissement. Il faudra choisir entre choisir en pauvreté et sobriété et le combat contre la pauvreté ne peut être effectif sans l'implication des concernés. Les travailleurs pourront-ils faire faire société en devenant autrement partie prenante de la production et de la consommation ? Ce n'est pas ce qui se profile encore. La lutte de classes risque de l'emporter sur la coopération sociale et de dégénérer en guerres contre les pauvres.

[1] La définition de l'offre et de la demande suppose toujours l'existence du marché dans la définition de la science économique standard. Ce qui fait prendre le contexte capitaliste comme le contexte en général. L'offre et la demande ne sont pas séparables de la formation du marché, ils se forment en même temps. Et c'est la différenciation de l'offre et de la demande qui constitue la dynamique du marché. Une fois supposée l'existence du marché, on parle de différenciation du produit offert, même si n'est pas retenue celle de la demande, elle est implicite.

[2] Là aussi, la dichotomie plan et marché est toxique. Le plan et le marché s'excluent, se substituent l'un à l'autre ou se complètent selon les circonstances. Ils sont l'un dans l'autre. L'exclusion est un cas particulier. Comme dans le cas de la monopolisation et de la compétition.

[3] L'actualité mondiale vient nous le rappeler. L'Occident peut reprocher à l'Allemagne d'avoir trop fait confiance à la Russie. La rivalité Chine-Occident pousse au découplage de leurs économies.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

POUR SOUTENIR LES VOYAGES ENTRE LES ÉMIRATS ARABES UNIS ET LA MALAISIE

Un partenariat conclu entre « Dnata » et « Batek Air »

Dnata, la société mondiale spécialisée dans les services d'aviation et de voyage, a conclu un partenariat avec Batik Air pour soutenir la nouvelle route lancée par le transporteur malaisien entre Dubaï et Kuala Lumpur. En novembre 2023, Batik Air, anciennement Malindo Air, a lancé un service avec une moyenne de quatre vols par semaine entre Dubaï et la capitale malaisienne. Ce service constitue cette année la deuxième liaison du transporteur au Moyen-Orient, après le lancement de vols entre Djeddah et Kuala Lumpur, en août dernier. Selon le journal émirati Al Bayan, Dnata Representation Services agira en tant qu'agent commercial général de GSA pour le transporteur malaisien aux Émirats, fournissant une gamme complète de services de voyage et une infrastructure locale pour soutenir les ventes, le marketing et la distribution.

AFIN DE SOUTENIR LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE SAOUDIENNE

Ministre des communications rencontre le PDG de Google et Alphabet

Ministre saoudien des communications et des technologies de l'information (CIT) Ing. Abdellah ben Amer Al-Swaha a rencontré dans la Silicon Valley en Californie le PDG de Google et d'Alphabet, Sundar Pichai, et un certain nombre de hauts dirigeants pour élargir le partenariat stratégique dans le domaine du cloud computing, de l'innovation et du développement des capacités. Selon un rapport officiel publié par le ministère du CIT à Riyad, les deux parties ont discuté des domaines d'intérêt commun et de l'approfondissement du partenariat stratégique dans le domaine du cloud computing afin de renforcer la croissance de l'économie numérique et de l'entrepreneuriat et de fournir une génération pionnière dans ce domaine pour contribuer à accélérer le parcours de transformation numérique dans le Royaume.

LES EXPORTATIONS ÉGYPTIENNES ONT AUGMENTÉ DE 19,4%

Elles ont atteint 52,1 milliards de dollars en 2022

L'Agence centrale égyptienne pour la mobilisation publique et les statistiques a révélé que la valeur des exportations égyptiennes a atteint 52,1 milliards de dollars en 2022, contre 43,6 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 19,4 %.

Le bulletin annuel du commerce extérieur pour 2022 a indiqué samedi que la valeur des exportations non pétrolières a atteint 35,5 milliards de dollars en 2022, contre 32,6 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 9%.

La valeur des exportations pétrolières a atteint 16,6 milliards de dollars en 2022, contre 11 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 50,1 %. Le bulletin indique que le pourcentage le plus élevé des exportations égyptiennes selon le degré de fabrication au cours de l'année 2022 était celui des produits finis, qui représentaient 41,2% du total des exportations égyptiennes, suivi du carburant, représentant 33,5% du total, des semi-remorques et les biens manufacturés qui s'élèvent à 17,3%. Concernant les matières premières les plus importantes dont la valeur des exportations a augmenté, le gaz naturel et liquéfié a atteint 9,9 milliards de dollars en 2022, contre 3,9 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 152,7 %. Le bulletin indique que la Turquie occupe la première place en termes de répartition relative des pays les plus importants importateur d'Égypte avec 7,6 % des exportations totales. Les exportations vers la Turquie ont augmenté de 32,4 %, atteignant une valeur de 4,0 milliards de dollars au cours de l'année 2022, contre 3 milliards de dollars en 2021.

L'Espagne arrive en deuxième position



avec 7,4 % des exportations totales, en augmentation de 105,8 %, atteignant une valeur de 3,9 milliards de dollars en 2022, contre 1,9 milliard de dollars en 2021. Concernant les importations égyptiennes, les données ont montré qu'elles

s'élevaient à 96,2 milliards de dollars en 2022, contre 89,2 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 7,8 %. Les importations non pétrolières ont augmenté pour atteindre 82,7 milliards de dollars en 2022, contre 79,2 milliards

de dollars en 2021, soit une augmentation de 4,4 %. Tandis que les importations de pétrole ont augmenté pour atteindre 13,5 milliards de dollars en 2022, contre 10 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 35,0 %.

L'ÉGYPTIEN "ORADEVELOPERS"

Un projet immobilier de 15 milliards de dollars aux Emirats

L'homme d'affaires Naguib Sawiris, président du conseil d'administration d'Aurora Developers, a déclaré que la société avait l'intention de développer un projet urbain intégré aux Émirats arabes unis avec des investissements de 15 milliards de dollars, sur une superficie de 20 millions de mètres carrés.

Il a ajouté, en réponse à une question lors d'une conférence de presse sur le projet « Z » dans la ville de Sheikh Zayed, à l'ouest du Caire, que la société a l'intention de lancer un énorme projet immobilier à Bagdad, en Irak, sur une superficie de 75 millions de mètres carrés, avec des investissements équivalents à environ 5 fois les investissements de son projet prévu aux Émirats.

Il a déclaré que l'Irak manque de projets urbains intégrés et que nous sommes ravis d'y investir en

raison des installations fournies par le gouvernement irakien. Le Premier ministre suit personnellement les projets d'infrastructure pour les projets de développement urbain, ce qui garantit la mise en œuvre d'un projet géant pour le entreprise en fonction du volume des investissements.

Sawiris a déclaré que le volume de ses investissements actuels en Égypte s'élève à environ un milliard de dollars, dont 500 millions de dollars dans une usine produisant du sucre et 200 millions de dollars dans OraDevelopersCompany. Concernant son opinion sur la nécessité de libéraliser le taux de change de la livre égyptienne et le calendrier prévu, il a déclaré : « C'est une nécessité et doit se produire et il y a un juste prix pour la livre par rapport à la livre égyptienne.

Il a souligné que l'inflation et les changements

constants des taux de change ont empêché Ora-Developers de réaliser de bons bénéfices au cours des deux dernières années, malgré un chiffre d'affaires de plus de 55 milliards de livres au cours de l'année en cours.

Il a déclaré que l'entreprise n'avait pas l'intention d'emprunter auprès des banques actuellement en raison des taux d'intérêt bancaires élevés, qui atteignent 20%, expliquant qu'elle avait contracté deux parcelles de terrain sur la côte nord.

Concernant le secteur hôtelier, il a déclaré que la société est actuellement en phase de conception de deux hôtels sur la côte nord et étudie le développement d'un hôtel avec vue sur la zone des Pyramides qui desservira la zone ouest du Caire et les résidents de Zed Cheikh.

ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE KOWEÏT ET LE KAZAKHSTAN

Le volume a atteint 400 millions de dollars

L'ambassadeur de la République du Kazakhstan au Koweït, Azamat Berdibay, a affirmé la force et la fermeté des relations diplomatiques entre le Koweït et le Kazakhstan. Lors d'une conférence de presse intitulée « La voie économique d'un Kazakhstan juste » organisée par l'ambassade pour faire la lumière sur les programmes de réformes politiques, économiques et sociales l'ambassadeur a souligné que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint 400 millions de

dollars au cours de l'année en cours. Il a révélé que le nombre de visiteurs au Kazakhstan en provenance du Koweït a dépassé 14 000 visiteurs, y compris des voyageurs en provenance des pays de la région et des touristes koweïtiens, depuis que Jazeera Airways avait lancé un vol direct du Koweït vers le Kazakhstan. L'ambassadeur a déclaré : « Malgré la situation internationale difficile qui a affecté négativement l'économie mondiale, l'économie du Kazakhstan a affiché une croissance en 2022. Le produit intérieur brut a

atteint 22 milliards de dollars. Un volume record de 28 milliards de dollars d'investissements directs étrangers a été réalisé en 2022. Le volume du commerce extérieur a atteint 136 milliards de dollars. Concernant les futures réformes économiques, l'ambassadeur Berdibay a indiqué que le gouvernement kazakh a été chargé d'étendre la zone d'exploration géologique à 2, 2 millions de kilomètres carrés d'ici 2026. Dans son discours, l'ambassadeur a révélé les discussions que mène le

Kazakhstan pour établir dans les années à venir une centrale nucléaire d'une capacité totale de 14 gigawatts, parallèlement au développement de l'éducation et de la science dans le pays et à la formation de personnel qualifié pour faire progresser la recherche scientifique pour devenir une base pour l'innovation et la croissance économique à long terme. Il a souligné la construction de 400 écoles dans le cadre du « Projet d'école confortable » pour élever le niveau de l'éducation nationale kazakhe.

EN AFRIQUE

4 entrepreneurs sur 5 pensent que la ZLECAf aura un impact positif sur leur entreprise

Les dirigeants d'entreprise soulignent que les principaux avantages de l'accord de libre-échange sont l'augmentation de la taille du marché, les opportunités de nouveaux investissements et un meilleur accès aux matières premières et aux intrants.

80 % des chefs d'entreprise africains estiment que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) aura un impact positif sur leur entreprise, selon un rapport publié fin novembre dernier par le Comité panafricain du commerce et de l'investissement du secteur privé (PAFTRAC). Intitulé « PAFTRAC Africa CEO Trade Survey Report 2023 : Assessing the impact of the AfCFTA on African trade », ce rapport se base sur une enquête menée auprès des dirigeants de plus de 1000 entreprises actives dans 46 pays du continent, dont la majorité sont des petites et moyennes entreprises (PME). Parmi les dirigeants sondés, 56% s'attendent à un effet « très positif » du marché commun africain sur les activités de leur entreprise et 24% tablent sur un impact « modérément positif ». 1% seulement des répondants pensent que ce vaste marché aura un impact négatif sur leurs entreprises, en raison notamment des inquiétudes relatives à une plus forte concurrence en cas de levée des barrières commerciales et d'autres formes de protectionnisme, alors que 7% disent que la ZLECAf n'aura aucun effet (ni positif, ni négatif) et

11% ne savent pas quel serait son impact. Les dirigeants citent plusieurs avantages potentiels de la zone de libre-échange, dont un marché de plus grande taille (45%), de nouvelles opportunités d'investissement (25%) et un meilleur accès aux matières premières et aux intrants (15%). Côté menaces liées au marché commun africain, ils craignent notamment une plus grande concurrence, une protection plus rigoureuse de la propriété intellectuelle et du droit des marques et une augmentation des taxes, due aux pertes de recettes tarifaires. Interrogés sur les principaux obstacles qui les empêchent actuellement d'exporter vers d'autres pays africains, les chefs d'entreprise citent notamment l'absence d'informations sur les opportunités présentes sur d'autres marchés, les contrôles douaniers inutiles et la collecte excessive de données et de documents.

Un accès limité à l'information
Le rapport révèle d'autre part qu'une grande majorité des dirigeants d'entreprise interrogés (84,8 %) ont indiqué que leur entreprise n'a participé à aucune consultation ou négociations portant sur l'accord de libre-échange, y compris la stratégie

nationale de mise en œuvre de la ZLECAf. Une majorité encore plus grande (92,8 %) a également fait savoir que leurs entreprises n'ont pas encore reçu un soutien qui lui permettrait de profiter des opportunités offertes par ce vaste marché de 1,3 milliard de consommateurs. Par conséquent, 72,9 % des dirigeants couverts par l'enquête affirment avoir un niveau de connaissance faible ou modéré de la ZLECAf, tandis que 27,1% seulement disent avoir un niveau de connaissance élevé ou très élevé. Dans ce même chapitre, près de la moitié des répondants n'ont pas entendu parler du système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) et un nombre similaire ignore tout sur les avancées réalisées en matière de réduction des barrières non-tarifaires. Le manque de connaissances relatives à la ZLECAf et aux opportunités qu'elles offre s'explique essentiellement par un accès limité à l'information. Plus de 80 % des sondés ont indiqué qu'ils n'avaient qu'un accès limité aux informations relatives à cette zone. Au total, 58% d'entre eux ont indiqué qu'ils utilisent des moteurs de recherche pour trouver des informations à ce sujet, et très peu comptent

sur les chambres de commerce, les institutions d'appui au commerce ou les agences gouvernementales pour s'informer. Le rapport souligne par ailleurs que les principales préoccupations des dirigeants africains sondés concernent l'envolée de l'inflation (60,5 % des répondants), l'augmentation des niveaux d'endettement (50 %) et les taux d'intérêt élevés (49 %). Le changement climatique et les catastrophes naturelles qui y sont associées sont considérés comme une menace moindre pour les économies du continent, alors que les inquiétudes relatives à l'impact de la pandémie du Covid-19 se sont atténuées. Malgré tous ces vents contraires, 80,1% des participants à l'enquête se sont déclarés confiants quant aux perspectives économiques du continent. Le Comité panafricain du commerce et de l'investissement du secteur privé (PAFTRAC) est une plateforme de plaidoyer réunissant les acteurs du secteur privé et les décideurs africains, qui œuvre à soutenir le commerce extra et intra-africain, l'investissement et les entreprises panafricaines.

AVIATION CIVILE À MADAGASCAR L'innovation au centre des discussions à Ivato

Madagascar s'est joint aux 193 Nations membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour commémorer la Journée de l'aviation civile internationale. Il s'agit d'une journée cruciale consacrée à l'importance de l'aviation civile dans le développement socio-économique mondial. Cette date, marque le 79ème anniversaire de l'OACI et incarne un symbole fort pour le pays, illustrant son engagement envers l'innovation et le développement durable dans le domaine de l'aviation. Sous le thème inspirant « Advancing innovation for global aviation », Madagascar relève les défis associés à la croissance soutenue du trafic aérien, tout en mettant l'accent sur la réduction des émissions, un enjeu majeur pour l'avenir du secteur. L'autorité de l'Aviation civile de Madagascar (ACM) a tracé une voie claire en établissant des objectifs concrets qui consistent à assurer la sécurité opérationnelle, moderniser les infrastructures aéronautiques et aéroportuaires, garantir une main-d'œuvre qualifiée et en adéquation avec les exigences d'un développement durable. « Cette célébration annuelle est bien plus qu'une simple commémoration. Elle incarne l'engagement ferme de Madagascar envers un avenir aéronautique innovant, durable et sécurisé. En se concentrant sur les enjeux actuels et en célébrant les réalisations passées, notre pays s'affirme comme un acteur majeur dans la scène internationale de l'aviation civile. A travers cette journée spéciale, Madagascar écrit une nouvelle page de son histoire aérienne, une page tournée vers l'innovation et le progrès continu », explique le colonel Gervais Damasy, directeur général de l'ACM. Cette journée de célébration a été marquée par des événements d'envergure, témoignant de l'unité et de l'engagement de Madagascar envers l'aviation. Une cérémonie grandiose de levée de drapeaux a rassemblé tous les acteurs majeurs de l'industrie aérienne, unissant les compagnies aériennes, les centres de formation, les fournisseurs de services et les autorités compétentes. L'objectif étant de renforcer les liens et promouvoir une collaboration harmonieuse pour le développement continu du secteur. Mais l'événement phare de cette journée a été incontestablement le vernissage de l'exposition « Histoire de l'aviation à Madagascar ». Organisée de concert avec le ministère des Transports et de la Météorologie, cette exposition captivante a offert une plongée fascinante dans l'évolution de l'aviation malagasy. Des archives rares, des témoignages poignants et des avancées technologiques ont été exposés, reflétant l'incroyable chemin parcouru par le pays dans ce domaine.

LE TCHAD EXCLU DE L'AIDE AMÉRICAINE

152 millions de dollars allouée aux pays du Sahel

Les États-Unis ont annoncé une nouvelle aide de 152 millions de dollars pour venir aux pays du Sahel qui font face à des déplacements massifs de populations et à l'insécurité alimentaire à cause des conflits dans la région. C'est en tout cas ce qu'a annoncé Peter Pham, envoyé spécial des États-Unis au Sahel qui vient d'effectuer une tournée dans les pays du G5 Sahel et en France. « Plus de 2,5 millions d'habitants au Sahel ont été déplacés, 3,3 millions ont besoin d'aide humanitaire et les États-Unis sont fiers d'être le plus grand donateur en ce qui concerne l'assistance humanitaire destinée à la région. Et je suis fier d'annoncer aujourd'hui que le gouvernement américain va contribuer à hauteur de 152 millions de dollars de plus dans cette aide humanitaire », a-t-il déclaré.Selon VOA, l'aide de 152 millions de dollars sera allouée à quatre

pays du Sahel, à savoir le Niger, le Mali, le Burkina Faso et la Mauritanie.

Et le Tchad ?

Pourquoi le Tchad a-t-il été exclu de cette aide humanitaire ? Pourtant, le Tchad aussi fait face au terrorisme dans le Lac et aux déplacements des populations. Les inondations d'août ont fait plus de dix morts, détruit 5.250 maisons et contraint 31.853 personnes à quitter leurs domiciles à N'Djaména, selon un communiqué de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Dans le Lac, plus de la moitié de la population de la province, soit quelque 360.000 personnes, se sont également déplacées à cause des inondations et des attaques de la secte terroriste Boko Haram, selon toujours l'OIM. «Des milliers d'autres personnes ont un besoin urgent d'abris, d'eau propre et de soins

de santé dans de vastes régions du Burkina Faso, du Tchad, du Mali et du Niger», selon le UNHCR. Au moment où l'envoyé spécial des États-Unis est arrivé à N'Djaména, plusieurs dizaines de ndjaménois avaient déjà les pieds dans l'eau. Très certainement, cette exclusion de l'aide américaine est liée à la mauvaise gouvernance au Tchad. S'exprimant sur la question du Sahel, Peter Pham estime que le plus grand défi auquel les États de cette partie de l'Afrique font face est lié à la légitimité. Il considère ainsi que les États du Sahel ne peuvent trouver une légitimité auprès de leur population en continuant à violer de manière flagrante les droits des citoyens qu'ils sont censés servir. C'est bien le cas dans notre pays, dirigé d'une main de fer par le Maréchal-Président Idriss Déby depuis trois décennies.

POUR UNE COOPÉRATION GAGNANT-GAGNANT

La Guinée équatoriale et le Belarus, déterminés à marcher ensemble

Les administrations de Malabo et de Minsk souhaitent consolider davantage leurs relations amicales et leur coopération. Ce souhait a été exprimé lors de l'audience que le vice-président de la République a accordée à la délégation biélorusse, conduite par son ministre des Affaires étrangères, Serguei Aleinik.

La réunion, qui a eu lieu au Palais du Peuple à Malabo, précède de quelques heures l'arrivée du président du Belarus en visite d'État, S. E. Alexander Lukashenko, en Guinée équatoriale. La rencontre de S. E. Nguema Obiang Mangué avec la délégation biélorusse a permis d'aborder les questions relatives à la préparation de cette visite, ainsi

que d'analyser les projets multisectoriels inclus dans les différents accords que les deux gouvernements signeront lors de la réunion de haut niveau, en présence des deux chefs d'État. Les domaines de coopération comprennent notamment l'agriculture, le tourisme, la sécurité alimentaire, la défense, la santé, l'industrie et les sciences tech-

nologiques. Les relations entre la Guinée équatoriale et le Belarus se sont renforcées en cette année 2023, avec la visite de leurs personnalités et la signature d'accords importants pour renforcer leurs liens, fruit des excellentes relations d'amitié et de coopération entretenues par SS. EE. Obiang Nguema Mbasogo et Alexander Lukashenko.

MARCHÉ

Pourquoi la bourse de Londres signe la pire performance des grandes places mondiales en 2023

À rebours des records du Dax ou de la hausse prononcée du CAC 40, le FTSE 100, l'indice principal de la place londonienne, est stable ou presque. Ce qui tient au fait qu'il avait terminé en 2022 dans le vert ainsi qu'à ses composantes.

Si l'année 2023 a été ponctuée de hauts et de bas sur le plan boursier, les grandes places mondiales se dirigent clairement vers un bon cru. L'indice paneuropéen Stoxx Europe 600 s'adjuge pour l'heure 9% sur l'ensemble de l'année. Le DAX 40 prend 20,4% et a signé cette semaine des plus hauts tant en séance qu'en clôture. Le CAC 40 avance de 16,3% et le CAC 40 GR (avec les dividendes réinvestis) prend même 19,9%. Le FTSE MIB gagne lui 28,3% et l'Ibex de Madrid 24,2%. La Bourse d'Amsterdam avance de 13,5%. On ne parlera même pas des indices américains avec un S&P 500 qui gagne 19,4% et un Nasdaq Composite en hausse de 37%. Quant à la Bourse de Tokyo elle s'adjuge 28,9%. Un vilain petit canard se situe à des années-lumière de ces performances: la Bourse de Londres et plus exactement son indice de référence, le FTSE 100. Ce dernier affiche un timide gain d'à peine 1,4% cette année. Plusieurs éléments expliquent la contre-performance de nos voisins d'outre-Manche. Il convient premièrement de souligner que le FTSE 100 avait largement surperformé en 2022 les autres places et n'avait pour ainsi dire pas ou peu de retard à rattraper au contraire des autres bourses. L'an passé l'indice principal de Londres avait en effet pris 0,9% alors qu'en comparaison le CAC 40 avait abandonné 9,5%.

Une place défensive avant tout

Cette résistance a pu s'expliquer à la fois par le fait que les actions britanniques sont relativement bon marché ainsi que par le caractère relativement défensif de la Bourse de Londres. "L'attractivité relative du Royaume-Uni réside probablement dans ses caractéristiques défensives", ont souligné les stratèges de JPMorgan dans leurs perspectives pour 2024 publiées le mois dernier. Mais dans des marchés qui retrouvent de l'appétit pour le risque, les vertus défensives d'un titre (ou ici d'un indice) ont tendance à freiner la performance. JPMorgan note d'ailleurs que les actions britanniques dans leur ensemble affichent un "bêta relativement faible par rapport aux actions mondiales". Pour simplifier, le bêta mesure la sensibilité d'une action par rapport à une référence. Plus il est élevé, plus cette action a tendance à varier fortement avec cet indice (exemple: une action qui progresse de 5% quand le CAC avance de 1%). Un bêta proche de 0 signifie qu'une action a tendance à être peu volatile et à rester à l'abri des turbulences du marché mais aussi de ses fulgurances. La macroéconomie britannique ne soutient par ailleurs pas franchement la Bourse de Londres, avec une croissance attendue à 0,5% au Royaume-Uni cette année et une inflation autour de 7,7%, selon le FMI. Si comparaison ne vaut pas raison, la France devrait elle afficher une croissance de 0,9% et une inflation limitée à 5,6%, toujours selon le Fonds monétaire international. En juin, le Financial Times soulignait que les turbulences politiques relativement élevées dans le pays (même si on a clairement pas atteint le summum de 2022, lorsque Liz Truss est restée à peine 44 jours à Downing Street) ainsi qu'une inflation persistante plombaient la place londonienne.

L'absence de tech

Mais surtout, la composition du FTSE 100 ne l'a pas aidé à avancer. "Le Royaume-Uni a nettement sous-performé en raison de sa sous-exposition à la technologie et de son orientation vers les matières premières", notaient d'ailleurs les stratèges de Barclays la semaine dernière, soulignant encore une fois la sous-performance des marchés britanniques sur le mois de novembre. Au cours d'une année 2023 durant laquelle la fièvre autour de l'intelligence artificielle générative a constitué le grand thème des marchés, la pauvreté du FTSE 100 en valeurs technologiques a clairement constitué un handicap. D'autant que ces valeurs "tech" ont aussi béné-

ficié de la fin des anticipations de hausses des taux directeurs des grandes banques centrales cette année. On peut presque prolonger le raisonnement avec le luxe, secteur qui avait le vent en poupe sur la première partie de 2023, puisque seul Burberry figure dans l'indice londonien. Or a contrario d'un Hermès (+37,2%), Burberry a déçu le marché, avec une baisse de 25% sur l'ensemble de l'année, et un avertissement sur résultats le mois dernier. La valeur n'est par ailleurs pas vraiment en odeur de sainteté auprès des analystes, UBS émettant des doutes sur son redressement. Surtout et là encore, les grandes capitalisations du FTSE 100 ne cochent pas les bonnes cases en termes de secteur. Les deux grands groupes pharmaceutiques GSK et Astrazeneca, évoluent sur le secteur défensif par excellence, et affichent soit une stabilité (GSK), soit une baisse de leur cours (-9,8% pour Astra). Ces deux groupes sont par ailleurs restés à l'écart de l'enthousiasme des investisseurs pour les médicaments anti-obésité, marché sur lequel l'américain Eli Lilly et le danois Novo Nordisk ont clairement un coup d'avance sur les autres.

Les pétrolières et les minières pas aidées par les cours de marché

Les grands groupes pétroliers, comme BP et Shell, ont pâti de la chute des cours du pétrole, le Brent reculant de plus de 11% depuis le 1er janvier. Les minières Rio Tinto, Glencore et Anglo American affichent des replis compris entre 1,4% (Rio Tinto) et 46% (Anglo American) alors que les cours de nombreux métaux ont chuté cette année. Le spécialiste des produits de grande consommation, Unilever, quatrième plus forte capitalisation de l'indice, perd 9,5%, ayant pâti de problèmes d'exécution de sa stratégie, de pertes de part de marché et d'une certaine inertie, notaient récemment Deutsche Bank et UBS. Et la récente journée investisseurs de la nouvelle direction du groupe, en octobre, n'a pas rassuré le marché. On peut également citer Diageo (-22,5%), septième plus forte capitalisation du FTSE 100, qui évolue sur le segment compliqué des spiritueux, avec des stocks élevés et des marchés américains et chinois en nette baisse. De nombreuses banques sont par ailleurs présentes, alors que le secteur pâti d'un certain désamour de la part du marché. Si HSBC s'en tire bien (+20% depuis le début de l'année) c'est bien moins le cas pour Standard Chartered (+6%) Barclays (-9,6%) et NatWest (-17%). "Les chiffres tièdes ou les perspectives prudentes sur les marges de prêt (ou les deux) de Standard Chartered, NatWest, Barclays et Lloyds signifient que les grands prêteurs restent mal aimés", expliquait Russ Mould, direc-

teur des investissements d'AJ Bell en novembre. "Les cinq sociétés (en ajoutant HSBC, NDLR) se négocient sur des multiples de bénéfices qui représentent une forte décote par rapport au FTSE 100. (...) Les marchés estiment manifestement que les prévisions de bénéfices et de dividendes comportent des risques importants", poursuivait-il. Notons toutefois dans les satisfactions que le FTSE 100 peut se targuer de compter dans ses rangs Rolls Royce, le motoriste aéronautique, qui signera probablement la plus forte progression des grandes capitalisations européennes

en 2023 (+210% pour le moment). Est-ce que la Bourse de Londres pourra rattraper le coup l'an prochain? Personne n'a évidemment la réponse. "Les catalyseurs d'un retournement de situation se font rares", pointent néanmoins les stratèges de JPMorgan Asset Management. Par ailleurs, des élections générales législatives doivent être convoquées avant le 17 décembre, alors que les conservateurs du Premier ministre Rishi Sunak ont connu des sondages peu favorables ces dernières années. Ce qui crée clairement un facteur d'incertitude.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Décembre 2023
Valeur : 11 Décembre 2023

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4988	134.5138
1	EUR	EURO		145.0166	145.0462
1	GBP	POUND STERLING		169.2235	169.2423
100	JPY	JAPANESE YEN		92.3946	92.4112
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8039	18.8097
1	CHF	SWISS FRANC		153.8536	153.8883
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.9689	99.0091
1	DKK	DANISH KRONER		19.4399	19.4449
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8599	12.8644
1	NOK	NORWEGIAN KRONER		12.2738	12.2792
1	AED	UAE DIRHAM		36.6192	36.6333
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8568	35.8656
1	KWD	KUWAITI DINAR		435.9767	436.5914
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7892	43.2192
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3135	13.3150
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7494	27.8918
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5413	3.5417
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.5538	178.5538

AVEC UNE HAUSSE DE PRÈS DE 2,5% SUR LA SEMAINE

Le CAC 40 aux portes de ses records

L'indice parisien a clôturé la séance de ce vendredi en très forte hausse, les investisseurs étant rassurés par des signes de ralentissement du marché du travail aux Etats-Unis et encouragés par des informations sur des mesures de soutien à l'économie en Chine. La Bourse de Paris termine en trombe la semaine. Le CAC 40 a achevé la séance de ce vendredi sur une hausse de 1,32% à 7.526,55 points, très proche de ses records en séance (7.581,26 points) et à la clôture (7.577 points). Le CAC 40 GR, c'est-à-dire avec dividendes réinvestis (comme le DAX) a lui déjà d'ailleurs déjà dépassé ses records de 2023. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 s'est adjugé 2,46%, poursuivant ainsi un très beau rallye de fin d'année. Plusieurs éléments ont alimenté la hausse du marché ce vendredi. Tout d'abord d'après des médias d'Etat locaux cités par Reuters, le bureau politique du Parti com-

muniste chinois aurait décidé de stimuler la demande intérieure et de soutenir la reprise économique, en mettant notamment en place une politique budgétaire "proactive". Ce qui a donné un gros coup de pouce aux cours des groupes de luxe, secteur très exposé à la Chine. Kering a pris 2,6%, LVMH 3,3% et Hermès 1,5%.

Un rapport sur l'emploi plus positif qu'il n'y paraît

Puis le rapport sur l'emploi américain pour le mois de novembre a été publié, avec 199.000 créations de postes. En apparence, ce chiffre s'avère en hausse par rapport à octobre (150.000) et supérieur aux attentes du consensus compilé par le Wall Street Journal (190.000). Mais cette statistique doit être retraitée de plusieurs éléments. "Une grande partie de la croissance de l'emploi ce mois-ci peut être attribuée à la fin des grèves de l'UAW (le syndicat américain de l'automobile,

NDLR) et d'Hollywood", remarque Bank of America. Capital Economics souligne que la fin de ces grèves a ajouté 47.000 postes et que, de plus, le secteur public a créé 49.000 emplois en novembre. "Si l'on exclut ces secteurs non cycliques (et les effets des grèves), l'économie n'a créé que 26.000 emplois, ce qui renforce l'idée qu'après un troisième trimestre très fort, la croissance (de l'emploi, NDLR) ralentit au quatrième trimestre", fait valoir le think tank. Autrement dit, ces données ont renforcé les convictions des investisseurs quant à de prochaines baisses de taux directeurs des grandes banques centrales l'an prochain. À la lueur de ces chiffres, Capital Economics estime d'ailleurs que la Réserve fédérale américaine (Fed) baissera ses taux dès le printemps prochain.

SELON LE PREMIER MINISTRE INDIEN NARENDRA MODI

« Nous cherchons à Faire de Gift City un centre mondial de la finance durable »

Le Premier ministre indien Narendra Modi a déclaré samedi que son pays cherchait à faire du centre financier Gift City, dans l'État occidental du Gujarat, un centre de finance mondiale durable pour aider à financer les 10 000 milliards de dollars d'investissements nécessaires pour atteindre l'objectif de zéro émission d'ici 2070.

Modi a déclaré que la création du « GIFT Center for Global Financial Services est un canal efficace pour faire de l'Inde une économie à faible émission de carbone et obtenir le flux de capitaux verts requis. Et l'émission d'instruments financiers tels que des obligations vertes, des obligations durables et des obligations liées à la durabilité, ce qui aidera le monde à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de carbone. »

Il a ajouté que l'Inde souhaite élargir le rôle de Gift City pour en faire un centre de services financiers et techniques appartenant à une nouvelle ère. GIFT Global Financial Services est une place financière qui vise à concurrencer des places telles que Singapour car elle offre des facilitations financières et un environnement réglementaire plus accommodant. Gift City est une expérience de marché libre au sein de

l'économie indienne de 3 000 milliards de dollars. L'objectif de ce centre est de créer un lieu accueillant tout le monde et permettant l'entrée du commerce centré sur l'Inde. Le gouvernement de Modi a proposé une série de facilitations, notamment une exonération fiscale de 100 % pendant 10 ans pour les entreprises qui établissent des succursales au sein du centre international de services financiers de Gift City. Les règles ont également été

modifiées pour encourager les entreprises indiennes à affréter des navires et des avions par le biais de transactions commerciales. À Gift City, les universités étrangères seront autorisées à déroger à la réglementation afin d'y ouvrir des succursales universitaires locales, et les entreprises pourront également recourir au centre d'arbitrage international de la ville pour éviter les mécanismes d'exécution des contrats.

RUSSIE

L'OPEP+ prête à prendre les mesures appropriées si le marché pétrolier en a besoin

Le vice-Premier ministre russe Alexander Novak a déclaré vendredi que l'alliance OPEP+, qui comprend de grands producteurs de pétrole, serait prête à prendre une décision si le marché l'exigeait. "Nous analyserons la situation du marché pétrolier et prendrons les décisions appropriées si nécessaire", a déclaré Novak aux journalistes. L'alliance OPEP+ a convenu la semaine dernière d'une réduction volontaire des approvisionnements d'un total d'environ 2,2 millions de barils par jour, qui com-

prenait la prolongation de la réduction volontaire actuelle de l'Arabie saoudite et de la Russie, qui s'élève à 1,3 million de barils par jour, pour soutenir la stagnation du pétrole sur le marché. Mais la décision n'a pas réussi à stabiliser les prix du pétrole, les deux pétroles bruts de référence ayant chuté pour la septième semaine consécutive, la plus longue série de baisses hebdomadaires en cinq ans, sur fond de craintes d'un excédent persistant des approvisionnements. Les déclarations de Novak font suite à des doutes sur les marchés pétroliers quant à

l'ampleur de l'engagement à mettre en œuvre intégralement la réduction volontaire. Jeudi, l'Arabie saoudite et la Russie, les plus grands exportateurs de pétrole au monde, ont appelé tous les membres de l'OPEP+ à adhérer à un accord visant à réduire la production au profit de l'économie mondiale, quelques jours seulement après une réunion au cours de laquelle les désaccords ont fait rage entre les membres de l'alliance. Novak a également déclaré aux journalistes, vendredi, que la situation du marché pétrolier nécessite de prendre des décisions communes convenues.

USA

Le marché du travail américain s'accélère

Le marché du travail américain s'est renforcé en novembre avec une reprise de l'emploi et des salaires, réduisant à néant les espoirs que la Réserve fédérale réduise ses taux d'intérêt au début de l'année prochaine. L'accélération de la masse salariale est en contradiction avec les rapports récents qui font état d'un rythme d'embauche plus lent,

une issue privilégiée par la Fed car elle contribuera à freiner la demande et à maîtriser les pressions sur les prix..

60 heures pour régler les taux d'intérêt de 60% de l'économie mondiale

De Washington à Francfort en passant par Londres et au-delà, les banquiers centraux

abordent leurs décisions finales de l'année dans un contexte d'inquiétude quant à la tournure du cycle d'inflation mondiale. Les décideurs politiques de la moitié des pays du Groupe des 10 où les monnaies sont les plus échangées devraient se réunir dans les prochains jours, et les taux d'intérêt de 60 % de l'économie mondiale seront fixés dans un délai éclair de 60 heures.

DEPUIS JUIN 2021

L'inflation en Allemagne a ralenti à son plus bas niveau

L'inflation en Allemagne a ralenti à 3,2% sur une base annuelle en novembre et a atteint ses niveaux les plus bas depuis juin 2021, ce qui rend probable que la Banque centrale européenne réduise ses taux d'intérêt l'année prochaine, selon les indicateurs publiés par l'Institut de statistique Destatis. Destatis a indiqué dans un communiqué que la hausse de

l'indice des prix à la consommation a diminué de 0,6 point de pourcentage par rapport à octobre, qui avait enregistré une nette baisse à 3,8%. Selon l'AFP, en novembre, l'indice unifié des prix à la consommation, qui fait référence pour la Banque centrale européenne, est tombé à 2,3 en rythme annuel, se rapprochant de l'objectif de 2% à moyen terme.

La baisse de l'inflation en Allemagne intervient dans un contexte de ralentissement de l'économie dû à l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Les prix de l'énergie ont chuté de 4,5 % sur un an après avoir augmenté en 2022 après le début de l'invasion russe de l'Ukraine. La hausse des prix des services continue de ralentir, atteignant 3,4%, notam-

ment en raison des abonnements bon marché pour les usagers des trains et des bus. L'inflation alimentaire a diminué pour le huitième mois consécutif mais reste élevée à 5,5% sur un an. Ces données augmentent la possibilité que la Banque centrale européenne réduise ses taux d'intérêt pour la première fois en 2024, selon les attentes des marchés.

AU SUJET DES TARIFS DOUANIERS SUR L'ACIER
L'UE envisage de relancer le recours à l'OMC contre les États-Unis

L'Union européenne envisage de rouvrir une procédure devant l'Organisation mondiale du commerce contre les États-Unis concernant un différend sur l'acier et l'aluminium au cours duquel les alliés se sont affrontés avec des droits de douane sur plus de 10 milliards de dollars de marchandises, a rapporté Bloomberg News, citant des sources proches du dossier. L'UE s'abstiendra toutefois de réimposer immédiatement des droits de douane de rétorsion sur les produits américains en raison de ce désaccord, indique le rapport.

PRIX DU PÉTROLE EN 2024

Fitch table sur 80 dollars le baril

L'agence de notation Fitch s'attend à ce que les prix du pétrole atteignent en moyenne 80 dollars le baril l'année prochaine, contre une moyenne attendue de 82 dollars le baril cette année. L'agence a déclaré dans un rapport sur les perspectives économiques mondiales que les prix du pétrole tomberaient à 70 dollars le baril en 2025, selon l'Agence de presse du monde arabe. Les prix du pétrole ont augmenté de plus de 2% vendredi après que les données américaines ont soutenu les attentes de croissance de la demande, mais les deux indices de référence ont chuté pour la septième semaine consécutive dans la plus longue série de baisses hebdomadaires en cinq ans, dans un contexte de craintes d'un excédent persistant des approvisionnements. Les contrats à terme sur le brut Brent ont enregistré 75,84 \$ le baril au règlement, soit une augmentation de 1,79 \$, ou 2,4 %, tandis que les contrats à terme sur le brut West Texas Intermediate américain ont atteint 71,23 \$ au règlement, soit une augmentation de 1,89 \$, ou 2,7 %. Selon Reuters, au cours de la semaine, les deux pétroles bruts de référence ont perdu 3,8% après avoir enregistré jeudi leurs plus bas niveaux depuis fin juin, une indication que de nombreux traders estiment que le marché est témoin d'un excédent d'offre. Ce mois-ci, l'institut de recherche Capital Economics a réduit ses estimations du prix du pétrole brut Brent et West Texas Intermediate d'ici la fin de l'année prochaine à 75 dollars et 70 dollars le baril, respectivement, contre 85 dollars et 80 dollars dans les estimations précédentes, et s'attend à ce que le pétrole atteindrait son apogée vers 2026.

FORD PUMA ST POWERSHIFT

La boîte auto qui élimine les chevaux !

Une boîte auto double embrayage pour le petit SUV sportif de Ford ? Une bonne nouvelle pour qui aime se concentrer sur les trajectoires et jouer avec des palettes. Sauf que la greffe a nécessité le remplacement du trois cylindres 1.5 turbo par un homologue de 1.0 de cylindrée seulement et qui, malgré une micro-hybridation, accuse un déficit de 30 ch.

Selon Ford, le montage de la boîte auto n'était pas envisageable sur le trois cylindres 1.5 du Puma ST. On peut penser que la marque a surtout cherché à limitant les émissions de CO₂ de son petit SUV sportif en privilégiant le mini-bloc 1.0 Ecoboost bien connu, d'autant que celui-ci reçoit une micro-hybridation depuis quelque temps. Étonnamment, cette inédite version Powershift rejette seulement 5 g/km de moins que la version manuelle la moins polluante, soit 144 g/km. Suffisant toutefois pour que le malus passe de 2049 à 1 386 € (grille 2024)... La bonne nouvelle, c'est que les deux versions étant affichées toutes les deux à 35 950 € (et même 31 950 € grâce à un savant jeu de remises), cette boîte pilotée double embrayage revient 663 € moins cher. Encore heureux, sachant que l'auto perd 30 ch dans la bataille, et pas que... le couple également, est en chute libre, avec 248 Nm à 3 000 tr/mn, au lieu de 320 Nm 500 tours plus tôt pour le 1.5. Décevant, en dépit d'un rendement exceptionnel. Du côté des points communs, on retiendra surtout ce qui fait la force du modèle, notamment la tenue de sport, caractérisée par le kit carrosserie, les jantes de 19" et les sièges enveloppants ; les aspects pratiques, au premier rang desquels un volume de chargement exemplaire de 456 dm³ ; et les trains roulants que l'on espère toujours aussi rigoureux et espionnés. Reste à s'assurer que ce Puma donne le change en termes d'agrément de conduite...

Au volant : une poussée sacrifiée sur l'autel de la facilité...

En théorie, la transmission auto s'annonçant plus rapide à la montée des rapports qu'un pilote agissant sur la pédale de gauche et le levier de vi-

tesses, on peut espérer une perte anecdotique à l'accélération malgré la baisse de puissance. Hélas, cette version réclame 7 dixièmes de plus que la version manuelle sur l'exercice du 0 à 100 km/h, soit 7s3. Un chrono respectable mais plus tout à fait à la hauteur du label ST. Question sensations, cela se traduit par une poussée enthousiasmante mais pas impressionnante. Cela posé, l'ensemble se montre doux à l'usage et plutôt agréable au quotidien, avec un turbo ultra-réactif assurant un couple suffisant. De quoi limiter les interventions de la transmission. Quoi qu'il en soit, les passages de rapports sont fluides. Mieux, la boîte reste à l'affût des actions sur le champignon, semblant présélectionner systématiquement un rapport inférieur, y compris en mode de conduite Normal, pour rétrograder en quelques dixièmes de secondes si nécessaire. Mieux, la consommation apparaît raisonnable à allure cool, avec environ 6,5 l/100 km sur route, et 7 l/100 km sur voies rapides et en ville (sauf en cas de bouchons). D'un autre côté, une version manuelle réclame seulement un demi-litre supplémentaire dans des circonstances identiques. Hélas, la mécanique s'avoue vite débordée dès lors que l'on se retrouve les manches et que l'on opte à la fois pour le mode Sport et la sélection manuelle des vitesses (via les palettes). Certes, les pétarades à l'échappement sont grisantes, mais les montées en régimes du 1.0 sont linéaires et quelque peu gâchées par une sonorité artificielle et envahissante dans les enceintes, tandis que la boîte tire long et refuse d'obéir aux injonctions sur les palettes quand on veut flirter avec la zone rouge en entrée de virage... D'autre part, les passages aux rapports inférieurs manquent de rapidité, comme si la boîte tentait de



préserver ses embrayages.

D'un autre côté, le châssis demeure toujours exceptionnellement drôle et attachant malgré la garde au sol de SUV, avec un train avant ultraréactif et précis (les Continental SportContact7 en 225/40 R19 n'y sont pas étrangers), d'autant que le Puma vire à plat, et un arrière parfaitement réglé qui pivote au lever de pied pour aider à tourner dans les petits coins, avec vivacité mais jamais brutalement. Du grand art, qu'aucun autre constructeur ne parvient plus à proposer, même Peugeot. Et si les sièges appa-

raissent un peu trop fermes, ils participent aux bonnes sensations de conduite, d'autant que le maintien est absolument parfait au niveau du tronc comme des cuisses.

Les occupants des places arrière, qui se baladent sur la banquette ultraplate et ne peuvent s'agripper correctement faute de poignées au plafond, sont moins bien lotis. Enfin, si la suspension se montre sèche à basse vitesse, elle travaille efficacement sur des routes bosselées empruntées rapidement. Seuls griefs : la direction manque de consistance et de retour

d'informations, tandis que la motricité s'avère parfois précaire en sortie d'épingle, surtout sur le mouillé. Et hélas, pas d'option différentiel à glissement limité pour limiter le phénomène sur cette version Powershift...

Un dernier mot sur la consommation en mode "arsouille" tout de même : bien que tout petit, le trois cylindres 1.0 peut se montrer aussi gourmand que le 1.5, avec plus de 20 l/100 km constatés sur départementales sinueuses. Les habitués aux moteurs suralimentés ne seront pas étonnés.

POUR MIEUX LES ADAPTER AU SOL MOUILLÉ

NokianTyres revoit sa gamme de pneus été

Le pneumaticien NokianTyres a présenté les dernières améliorations de ses gammes estivales Powerproof 1, dédiée à la performance, et Wetproof 1, dédiée au confort. Le but étant que ces pneus soient en mesure de s'adapter aux changements météorologiques en été et donc de résister à l'aquaplanage. Les conditions climatiques sont bien différentes qu'on soit dans les pays Nordiques ou dans l'Europe Centrale au sens large. Néanmoins, il arrive pendant l'été que la météo change brutalement, et cela peu importe la région. Deux chaleureuses journées ensoleillées peuvent ainsi précéder de soudaines averses de pluie. Le bitume chaud, comme la terre sèche, se retrouvent généralement en difficulté au moment d'absorber ces importantes quantités d'eau. C'est là que le danger survient pour les automobilistes, dont les pneumatiques sont souvent peu adaptés malgré la présence croissante de montures quatre-saisons. Cette adaptation des pneus été est l'une des priorités de l'équipementier finlandais NokianTyres, qui a présenté début décembre les améliorations portées à sa gamme estivale.

Ainsi, les NokianTyresPowerproof 1 et NokianTyresWetproof 1 – respectivement conçus pour la performance et le confort – ont été repensés au cours de l'année. « Même si les pneumatiques toutes saisons ont conquis une certaine part de marché, les pneumatiques été ont conservé leur position dominante en termes de segment », justifie Tommi Alhola, vice-président



du segment Pneumatiques pour voitures de tourisme en Europe centrale chez NokianTyres. En couvrant plus de 90 % des tailles du marché, la nouvelle gamme estivale s'adapte à l'augmentation générale des dimensions des jantes avec près d'une centaine de produits allant de 15 à 20 pouces. Destiné aux voitures de tourisme comme aux utilitaires et SUV, le catalogue comprend les indices de vitesse T (190 km/h), H (210 km/h), V (240 km/h), W (270 km/h) et Y (300 km/h).

Deux pneus pensés différemment, mais la même adhérence sur sol mouillé

Imaginé pour un confort maximal, le NokianTyresWetproof 1 se veut être le parfait allié pour affronter toutes les conditions météorologiques possibles pendant la saison estivale. Il est

équipé du concept Dual Zone Safety pour offrir la meilleure combinaison de performances sur routes sèches comme mouillées. Une zone de stabilité se trouvant à l'extérieur du pneumatique assure la stabilité et la tenue de route, quand la WetSafety Zone située à l'intérieur offre l'adhérence sur sol mouillé ainsi que la résistance à l'aquaplanage. Le Wetproof 1 bénéficie également du composé Aqua Sense, propre à sa logique de confort et censé apporter la sécurité supplémentaire par temps de pluie. Sa faible résistance au roulement lui offre une importante durée de vie tout en permettant des économies énergétiques.

Conçu pour la conduite sportive, le NokianTyresPowerproof 1 va de pair avec une extrême stabilité dans les courbes comme à grande vitesse en ligne droite. Egalement équipé des deux zones fonctionnelles de la technologie Dual Zone Safety, il n'embarque pourtant pas la même zone de stabilité que le Wetproof 1, optant plutôt pour la Power Zone extérieure pour garantir la tenue de route. S'il se veut également résistant à l'aquaplanage, ce pneu été n'est pas non plus équipé de l'Aqua Sense, préférant à sa place le Power Sense. C'est ce composé qui doit permettre le renforcement de l'adhérence sur sol mouillé ainsi que la faible résistance au roulement. L'ensemble de la nouvelle gamme été NokianTyres se veut donc avant tout polyvalente. Amateurs de confort comme de sportivité devraient être conquis, tous profiteront d'une sécurité accrue lors des averses estivales.

COP 28

Acer s'engage pour l'environnement avec plusieurs nouveautés

Acer organisait cette semaine une conférence en marge de la Cop 28 pour exposer ses ambitions environnementales.

Le fabricant d'ordinateurs taiwanais s'engage dans le combat environnemental, et veut le faire savoir. Il a ainsi, à l'occasion d'un événement organisé à Dubaï cette semaine, exposé ses objectifs majeurs pour les décennies à venir. La firme, qui veut atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, a par ailleurs illustré ses objectifs avec la sortie de plusieurs nouveaux produits, présentés lors de la même conférence.

L'Acer Aspire Vero 16 pouces en étendard

Acer s'est doté en 2021 d'une nouvelle gamme d'ordinateurs eco-friendly, l'Aspire Vero. Construits en partie à base de plas-

Moins autonome Le GPU intégré aux Meteor Lake d'Intel plus rapide que celui d'AMD

La nouvelle génération de processeurs Intel Meteor Lake ne devrait plus tarder et, avec elle, une petite révolution graphique. Dans quelques jours, Intel devrait présenter de manière plus détaillée sa gamme Meteor Lake, laquelle est présentée comme une révolution dans sa façon de fabriquer les processeurs. Sur le terrain des performances, il est aussi question de bouleverser pas mal les choses avec l'intégration d'une solution graphique Intel ARC dérivée des récentes cartes graphiques dédiées du fondeur.

8 Xe-Core comme sur l'ARC A380

Au-delà de la seule présentation officielle du 14 décembre, il faudra bien sûr attendre les premiers tests indépendants pour découvrir ce que Meteor Lake a réellement dans le ventre. Et encore, puisqu'il s'agit de puces à destination des ordinateurs portables, les choses vont beaucoup dépendre de quel composant est intégré à quel portable pour avoir une idée claire des performances que l'on peut espérer. Reste que les premiers essais « officieux » sont plutôt encourageants. Relayées par VideoCardz, les mesures de certains passionnés sur le site communautaire chinois BiliBili laissent effectivement à penser que l'iGPU des Meteor Lake dame le pion au Radeon 780M, dernière solution RDNA 3 mise au point par AMD et notamment utilisée sur les Ryzen 7840U.

Plus fort sur 3DMark ou Cinebench R23

Le processeur Meteor Lake présenté pour l'occasion est un Core Ultra 7 155H, pas loin de constituer ce que la nouvelle gamme aura de plus puissant avec ses 6 cœurs performants, ses 8 cœurs efficaces et ses 2 cœurs ultra-basse consommation. Côté graphique, il intègre un GPU en 8 Xe-Core. Testé sur la scène Time Spy de 3DMark, l'iGPU du Core Ultra est un net cran devant le Radeon 780M des Ryzen. On parle ici de 3 077 contre 2 751 points, mais les choses sont en réalité un peu plus compliquées. Tout d'abord, côté performances, le Core Ultra conforte son avance avec CineBench R23 (15 523 points contre 13 127), mais s'incline nettement en OpenCL avec 33 418 points quand le Radeon 780M obtient 37 211 points. Par ailleurs, les tests de batterie sont en faveur de la solution AMD, et ce, peu importe le test réalisé : écran fixe, luminosité au maximum, lecture vidéo ou navigation Internet. À chaque fois, le Ryzen 7 7840HS de test est entre 15 et 20 % plus autonome que le Core Ultra 7 155H.



tique dit PCR (post consumer recycled), ils matérialisent les intentions écologiques de la marque. Et la nouvelle livraison Aspire Vero marque les avancées d'Acer dans le domaine. En effet, alors que la première version possédait un châssis utilisant 30% de plastique PCR, le nouvel Aspire Vero 16 pouces lui bénéficie d'un châssis constitué à 60% par ce matériau recyclé. Il intégrera par ailleurs la dernière génération des processeurs des Intel Core Ultra. Les détails du

modèle seront dévoilés à Las Vegas en janvier prochain.

Une nouvelle gamme de générateurs portables pour l'énergie solaire

Acer a aussi présenté plusieurs de ses nouvelles solutions dans le secteur du solaire. L'entreprise a ainsi mis au monde trois nouveaux panneaux solaires pliables, destinés à « charger toutes sortes d'appareils à la maison ou en déplacement, en particulier lorsqu'il est difficile d'accéder à une autre source d'énergie. » Certifiés IP 67, ils bénéficient d'un taux de conversion allant jusqu'à 23%, et seront vendus à des prix allant de 229 à 849 euros. Leur sortie est accompagnée de celles de trois générateurs portables, déclinés en des modèles APS 311 (600 W), APS 321 (1800 W), et APS 331 (3000 W). Le premier sera vendu à 699 euros, le second à 1399 euros et le troisième à 2199 euros. Enfin, une batterie supplémentaire APS 300 de 2,5 kWh, conçue pour l'APS 331, sera commercialisée en mars 2024 au tarif de 1699 euros.

DES ESCROCS HACKENT LE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE DE VOTRE BANQUE

Attention à ne pas vous faire piéger !

Le saviez-vous ? La technologie permettant d'afficher le numéro lors d'un appel n'est pas infailible, loin de là... S'il fut un temps où il était impossible de savoir qui faisait sonner le téléphone de la maison sans décrocher le combiné. Depuis déjà quelques années, nos téléphones modernes affichent le numéro entrant, et parfois même l'identité de l'appelant. De quoi permettre de filtrer les appels d'une part (et d'éviter la plaie du démarchage téléphonique), mais aussi de savoir précisément qui est à l'autre bout de la ligne avant même de répondre. Du moins, ça, c'est ce que l'on croit...

L'affichage du numéro loin d'être fiable ?

Car oui, au travers de certains logiciels IPBX, il est possible de paramétrer les appels, et de modifier le numéro de téléphone qui va apparaître sur le smartphone du destinataire. « Par exemple, pour un professionnel appelant un client, mais désirant n'afficher que le numéro de l'accueil de son entreprise et non son numéro direct », explique Raphaël Grably pour BFM. En effet, il faut savoir que ces logiciels sont légaux. En effet, certaines entreprises en France ont recours à des centres d'appels basés à l'étranger et font donc appel à cette technologie pour permettre au numéro de l'entreprise de s'afficher sur le smartphone des clients, à la place de celui du salarié.

Au bout du fil, de faux banquiers, mais de vrais escrocs

Bien sûr, le fait d'afficher l'authentique numéro de téléphone de la banque sur le smartphone de la victime permet de mettre celle-ci en confiance, avant même d'avoir accepté l'appel. Et ces logiciels sont utilisés par de nombreuses entreprises. Vous l'aurez compris, certains hackers ont mis au point une nouvelle arnaque, en maquillant leur appel. Du côté de la victime, on échange avec un faux banquier... mais avec un authentique escroc, qui tente alors de soutirer des informations confidentielles à la victime, en abusant de sa confiance. À noter que lorsque les appels sont passés depuis la France, les opérateurs peuvent vérifier une certaine forme de concordance. Toutefois, ce genre d'arnaque est généralement émise depuis l'étranger, et passe ainsi entre les mailles du filet. En cas d'opération frauduleuse en cours sur votre compte bancaire, votre conseiller ne vous réclamera jamais d'informations confidentielles au téléphone ni d'effectuer une quelconque opération financière à distance. Et si vous avez le moindre soupçon sur votre interlocuteur, raccrochez aussitôt et appelez votre banque par le canal habituel afin de les avertir que des escrocs utilisent leur numéro de téléphone pour arnaquer leurs clients. Qu'il semble loin le temps des e-mails maladroits et mal fagotés qui tentaient de nous hameçonner...

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE L'Union européenne scelle un accord historique pour réguler l'IA

L'Union Européenne annonce être arrivée à un accord sur les règles qui seront mises en place pour contrôler le développement de l'intelligence artificielle. L'intelligence artificielle est devenue en 2023 une technologie vers laquelle tous les yeux se tournent, et qui semblent receler des potentialités exceptionnelles. Mais un tel pouvoir porte aussi nécessairement en lui un grand danger, ce qui pousse les grands gouvernements, comme celui de l'Union Européenne, à légiférer. Ainsi, depuis quelques mois, un AI Act était discuté au parlement européen. Et une avancée décisive vient d'avoir lieu.

Une première grande législation sur l'IA

Le commissaire européen au numérique Thierry Breton s'est aujourd'hui réjoui sur X.com. Il vient en effet d'y annoncer que « l'UE devient le premier continent à établir des règles claires pour l'utilisation de l'IA. » Le fameux AI Act dont il parle va ainsi installer des contraintes qui contribueront à un meilleur respect des droits d'auteur de la part des systèmes d'IA, et ce grâce à des règles qui permettront de connaître les données utilisées par les algorithmes. Face au danger des créations fausses générées par les IA, et qui peuvent se faire passer pour vraies, des contraintes vont aussi voir le jour pour que toutes les productions des IA soient reconnues comme telles par le public. Par ailleurs, une catégorie d'IA à « haut risque » va être créée par la nouvelle réglementation. Les systèmes tombant sous cette dénomination seront astreints à beaucoup plus d'obligations que les autres.

Un résultat trop rapide ?

L'objectif du législateur avec ces règles est de pouvoir garder le contrôle sur une technologie qui peut potentiellement échapper à l'homme tout en évitant de freiner l'innovation. Un compromis qui ne convainc pas tout le monde. « La rapidité semble avoir prévalu sur la qualité, avec des conséquences potentiellement désastreuses pour l'économie européenne » s'est ainsi plaint le responsable Europe au sein du lobby de l'IA Computer and Communications Industry Association (CCIA), Daniel Friedlaender. Pourtant, si de nouvelles obligations vont bien voir le jour, les interdictions seront elles assez peu nombreuses. Elles concerneront les systèmes contraires aux valeurs de l'Union Européenne, qui, hormis certains cas particuliers (comme le terrorisme), ne pourront pas être utilisés sur le territoire du vieux Continent. L'identification biométrique à distance, la surveillance de masse ou la notation citoyenne n'auront ainsi pas droit de cité en Europe. Une première avancée à saluer ?

Mots fléchés

Cabane de plage	↓	Apéritif royal	↓	Petit noir	↓	Accrochée au timon	↓	Futur	↓	Col des Alpes	Admiratif	↓	Grand canal
Productions de noyaux	↓	Assèche- ment	↓	Ovules	↓	Pièce de fusil	↓	Id est	↓	↓	↓	↓	↓
Point contre- dites	→										Vaut de l'or	→	
Ovation	↓										Taux bancaire	↓	
	↓		Rivière du Congo	→				Sans bavure	→		↓		
								Outil de jardinier	↓				
Trotte chinoise	→		Fils de Dédale		De l'aile	→						Enfouie	
Excédent	↓		↓		Compres- sion	→						↓	Socle
					Senteur	↓							
Avec le tic	→			Risquer	→				Teinté		Lettres en marge	→	↓
Observe	↓			Stupides	↓						Héros de cinéma	↓	
				↓			Lac des Pyrénées	→	↓	Agence spatiale	→	↓	
							Dermatose			Victoire d'Empire			
Tantale dans la formule	↓	Lac d'Amérique	→			Épanche- ments	→			↓			
		Machines agricoles				Nettoyage	↓						
	↓		Sucré	→							Petite cale	→	
			Base de calculs								Salpêtre	↓	
Dieu d'Égypte	→	↓	Âme de Téhéran	→							↓		Lentille
Plan de secours	↓		Devant les sciences	↓									↓
					Se tortille sur l'hameçon	→			Côté de château	→			
									Oisifs	↓			
Prit en charge	→						Donner	Hérisson de cave		Sport d'adresse	→		
À cet endroit	↓						↓	↓		Fils à papa	↓		
			Régiment d'infanterie		Gros mangeurs	→							
Jeune cerf	→		↓		Sidéré	→						Posses- sions	↓
Sottise	↓				Coule de source	↓						↓	Munie d'une poignée
							Proche d'Helsinki		Comité d'entreprise	→	Action de scout	→	↓
									Ville de l'Aveyron	↓	Beau parleur	↓	
Autre do	→		Artère urbaine	Convoi sur coussin d'air	→		↓				↓		
Élimer	↓		↓	Patronnes d'usine	→								
				Étain du labo	↓								
Contrat espagnol		Coutumes	→		Très court	→				Équidé tête	→		
	↓						Ville du Japon	→			Sélénium	→	

Le projet de loi sur l’obtention de la pension alimentaire en débat

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra, lundi, ses travaux en séance plénière consacrée à la présentation et au débat du projet de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire, indique, dimanche, un communiqué de la chambre basse du Parlement. L'APN reprendra ses travaux à 09h00 en séance plénière consacrée à la présentation et au débat du projet de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire, a précisé la même source. Le débat de ce texte de loi se poursuivra à partir de 14h30, suivi de la réponse du représentant du Gouvernement aux préoccupations des députés, conclut le communiqué.

CONSEIL DES MINISTRES

Le président de la République préside une réunion

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs projets et secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République. La réunion du Conseil des ministres portera notamment sur « la situation des silos de stockage des céréales, l'usine de ciment à Djelfa, le projet de l'usine de ciment à Labiod Sidi Cheikh à El Bayadh, le suivi des deux projets de réalisation de la ville médiatique « Dzaïr média city » et de la ligne ferroviaire minière Bechar-Tindouf-Gara Djebilet, la situation des stations de dessalement de l'eau de mer, en sus de l'examen des données de l'équilibre d'approvisionnement du marché national », lit-on dans le communiqué.

GROUPE HÔTELLERIE
TOURISME &
THERMALISME GHTT
Amar Guellati
nouveau PDG

Le ministre du Tourisme et de l'Industrie traditionnelle, Mokhtar Didouche, a procédé à l'installation de Amar Guellati en tant que directeur général du Groupe Hôtellerie Tourisme & Thermalisme GHTT. Lors de la cérémonie d'installation, le ministre a souligné l'importance de cet organisme et son rôle dans la promotion et le développement du produit touristique algérien, notamment en tant que détenteur d'un nombre significatif d'établissements hôteliers, représentant 20% du total des établissements hôteliers nationaux. Il a également insisté sur la nécessité de veiller à la mise en œuvre du programme spécialement alloué par les autorités publiques pour la réhabilitation et la modernisation des unités hôtelières relevant de l'organisme, afin de les rendre conformes aux normes internationales, en lançant les travaux des unités restantes et en les livrant dans les délais les plus brefs. À cette occasion, il a souligné l'importance d'améliorer les performances du secteur public en établissant un nouveau système de gouvernance basé sur l'efficacité et la mise en œuvre effective d'une culture de travail axée sur les résultats, dans le but d'atteindre les objectifs définis dans la feuille de route du secteur, pour promouvoir le secteur du tourisme en Algérie.



ENTRÉE EN PRODUCTION DE NOUVEAUX CHAMPS GAZIERS AVANT LA FIN D'ANNÉE

L’Algérie augmente sa production de 4 milliards m³

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a annoncé l'entrée en production récemment de plusieurs nouveaux champs gaziers en Algérie, en attendant l'entrée en production d'autres champs d'ici la fin de l'année, ce qui est à même d'augmenter la production annuelle de gaz de 4 milliards M3 par rapport à l'année écoulée, et d'accroître les capacités d'exportation du gaz algérien vers les marchés européens. Dans un entretien accordé au site d'information "Asharq News", M. Arkab a fait état de "plusieurs champs gaziers entrés en production cette année", annonçant l'entrée en production d'autres avant la fin 2023. "La production devrait augmenter vers fin 2023 de près de 4 mds m³", a-t-il fait savoir. L'entrée en production de ces champs permettra de "renforcer nos capacités d'exportation vers l'Europe, mais aussi de rationaliser l'utilisation de l'énergie notamment du gaz naturel", a ajouté M. Arkab. "L'Algérie compte augmenter ses exportations de gaz vers l'Europe en hiver", a-t-il fait remarquer, relevant les défis imposés par les changements que connaît le marché mondial de l'énergie. L'Algérie a produit 102 milliards m3 de gaz en 2022, dont 50 milliards m3 destinés à l'exportation et le reste à la consommation locale. M. Arkab a prévu "une augmentation annuelle de 2% en termes de production des hydrocarbures en Algérie dans la période 2023-2027, portant le volume de production à près de 209 millions tonnes équivalant pétrole (MTEP)". L'Algérie s'attèle à l'augmentation de la production primaire pour préserver ses parts dans les marchés extérieurs à travers l'utilisation de nouvelles techniques à même de contribuer à une meilleure exploitation des

ressources, a poursuivi le ministre. Il a appelé, dans ce cadre, les entreprises européennes à "investir davantage dans les technologies d'extraction et de production de gaz naturel et à mutualiser les risques et les coûts avec l'Algérie" afin de "tirer profit des expertises et connaissances des entreprises internationales". S'agissant de l'investissement, il a rappelé que Sonatrach s'apprête à investir 42 milliards de dollars dans la période 2023-2027, dont "plus de 14 milliards dédiés au développement des projets de gaz, 3,5 milliards de dollars aux projets pétrochimiques, et près d'un demi milliard de dollars pour la réalisation de projets relatifs à la protection de l'environnement", à l'instar de la récupération des gaz torchés, de la réalisation de centrales solaires et le développement des projets d'hydrogène. "77% de l'investissement global de Sonatrach est dédié au développement de l'activité d'extraction, étant une priorité, et ce en vue d'élargir la base de réserves, d'augmenter la production primaire de carburants pour répondre à la demande locale sur le long terme et honorer nos engagements en matière d'exportation", a-t-il soutenu. Concernant le 7e Sommet des chefs d'Etats et de Gouvernements du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) prévu en fin février 2024 à Alger, le ministre a cité les questions qui seront évoquées à l'instar du développement durable en matière de production de gaz, de l'amélioration des infrastructures de transport et d'exportation du gaz et le renforcement de la coopération commerciale entre les Etats membres. Il s'agit, estime M. Arkab, d'une opportunité pour aborder la question du marché mondial du gaz et les perspectives de son développement sur les court, moyen et long termes, mais aussi pour faire des propositions assurant la capacité des Etats membres à planifier

et à gérer de manière indépendante les ressources de gaz. Le sommet a notamment pour objectifs d'"appuyer les intérêts des Etats membres à investir dans leurs ressources en gaz naturel, la concrétisation d'un développement durable et efficace, ainsi que la prise en compte de l'environnement". Le forum tends également à "édifier un mécanisme de dialogue entre les producteurs de gaz et ses consommateurs, en vue d'assurer la sécurité et la stabilité de l'offre et de la demande sur les marchés mondiaux du gaz". Répondant à une question concernant les plans de l'organisation "OPEP" et "OPEP+", en vue de traiter le manque dans l'offre de pétrole durant le dernier trimestre de l'année en cours, le ministre a relevé que les Etats membres des deux alliances, "sont attachés à leur accord et continuent d'évaluer les conditions du marché, de traiter ses défis et de prendre les mesures nécessaires au moment opportun selon le besoin, dans l'objectif d'assurer la stabilité du marché, au profit de tous les producteurs et consommateurs, ainsi que l'économie mondiale". "En ce qui concerne les données du marché en offre et en demande sur le pétrole, un état d'incertitude prévaut toujours sur le marché, notamment avec les moyennes mondiales d'inflation et leurs effets sur l'économie mondiale, dans le contexte des craintes croissantes concernant la hausse des prix de l'intérêt par la Réserve fédérale américaine et la hausse du cours du dollars américain". Le ministre a, en outre, affirmé que tout plan de l'"OPEP" et de l'"OPEP+" pour traiter la stabilité du marché, intervient après l'évaluation des données de l'offre et de la demande, des perspectives économiques, ainsi que des niveaux du stock mondial en pétrole, ses produits et le niveau de ses cours.

RÉGULATION DE L’INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le SG de l’ONU promet un premier rapport en cette fin d’année 2023

Antonio Guterres annonce pour la fin 2023 un rapport de l'ONU sur la régulation de l'intelligence artificielle. Reste à voir comme le document abordera des questions essentielles pour

l'Afrique comme des risques de biais, de sous-représentation des informations et d'exploitation des données. Prenant la parole en ouverture du Forum de Doha qui se déroule au

Qatar, Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations Unies, a indiqué qu'un rapport de son institution sera bientôt disponible sur l'état de l'intelligence artificielle dans le monde et les options possi-

bles en termes de régulation. « J'ai mis en place un comité et d'ici fin 2023, nous devrions avoir un rapport intérimaire sur les travaux qui ont été menés », a déclaré le responsable onusien.

GRIPPE SAISONNIÈRE

Obligation de la vaccination pour les populations vulnérables

Les populations vulnérables sont tenues de se faire vacciner contre la grippe saisonnière afin de se prémunir contre les formes sévères de ce virus, pouvant s'avérer « plus dangereux » que celui du Coronavirus, a recommandé, dimanche à Alger, le Professeur en Immunologie, Kamel Djenouhat. « Les périodes de froid et les espaces fermés encouragent la transmission des virus respiratoires, dont celui de la grippe saisonnière. Aussi, c'est le moment

pour les populations vulnérables de se faire vacciner pour éviter les formes sévères de cette grippe », a précisé le Pr Djenouhat, chef du Laboratoire central à l'EPH de Rouiba (Alger). S'exprimant lors d'une rencontre destinée aux journalistes sur le thème de « la vaccination antigrippale, sujets à risques et dette immunitaire », le Pr Djenouhat a précisé que les populations vulnérables sont notamment celles âgées de 65 ans et plus, celles souffrant de patholo-

gies chroniques et auto-immunes, les femmes enceintes et les enfants âgés entre 6 mois et 5 ans. Tout en faisant savoir que 10 % des consultations médicales en Algérie sont liées aux syndromes grippaux, il a précisé que la vaccination permet de réduire de 60 à 90 % les risques de complications, notamment qu'elle « doit se faire chaque année », en raison de la durée limitée de son effet (pas plus de 6 mois) et du caractère « mutant » des souches du virus.